

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAÎSSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

| | UN AN | SIX MOIS |
|------------------------------|--------|----------|
| Togo, France et Colonies ... | 35 fr. | 20 fr. |
| Etranger { Pays à demi-tarif | 50 fr. | 30 fr. |
| { Pays à plein tarif | 60 fr. | 35 fr. |

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)
Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.
Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 2 fr.
Minimum 10 fr.
La page 200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.
Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus-petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 19 novembre 1935**, portant réglementation de l'exercice des réquisitions militaires dans les territoires dépendant du ministère des colonies. (*Arrêté de promulgation du 7 janvier 1936*). 20
- Décret du 4 décembre 1935**, portant fixation des conditions de rétribution du transport des dépêches par les navires libres de commerce dans les relations des colonies et territoires sous mandat avec la France et dans les relations intercoloniales (*Arrêté de promulgation du 7 janvier 1936*) 21
- Décret du 4 décembre 1935**, rendant obligatoire l'hospitalisation des fonctionnaires, employés ou agents coloniaux à l'occasion de prolongation de congés de convalescence (*Arrêté de promulgation du 7 janvier 1936*) 22

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 9 novembre 1935**, portant modification à l'assiette et aux tarifs des patentes 22
- Arrêté du 9 novembre 1935**, modifiant le tableau des licences annexé à l'arrêté du 20 novembre 1933. 23
- Arrêté du 9 novembre 1935**, fixant les droits à percevoir sur le permis de port d'armes au Togo. 24
- Arrêté du 9 novembre 1935**, modifiant les taux de l'impôt sur la population flottante et de la taxe sur les cartes d'identité. 24
- Arrêté du 9 novembre 1935**, portant modification aux taux de la taxe d'abatage des animaux. 24

- Arrêté du 9 novembre 1935**, portant suppression de la taxe sur les véhicules et réglementation de la taxe sur les bicyclettes. 24
- Arrêté du 9 novembre 1935**, fixant le taux de rachat de prestations pour l'année 1936. 25
- Arrêté du 9 novembre 1935**, portant modification à l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935 fixant les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires. 25
- Arrêté du 22 décembre 1935**, complétant l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés de prévoyance 26
- Arrêté du 22 décembre 1935**, supprimant les sociétés de prévoyance d'Anécho, Palimé et Mango et déterminant les sections des sociétés de prévoyance des cercles du sud, du centre et du nord. 27
- Arrêté du 22 décembre 1935**, portant approbation des budgets ordinaires et extraordinaires de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1936. 27
- Arrêté du 22 décembre 1935**, portant modification aux tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises. 27
- Arrêté du 22 décembre 1935**, portant approbation du budget de la commune mixte de Lomé — Exercice 1936. 28
- Arrêté du 22 décembre 1935**, autorisant la commune mixte de Lomé à s'imposer en 1936 et lui attribuant certaines recettes. 28
- Arrêté du 22 décembre 1935**, nommant le chef de service des travaux publics et chemin de fer du Dahomey et Togo sous-ordonnateur du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo et fixant les attributions financières du délégué à Lomé de ce chef de service pour les travaux publics du budget local. 28
- Arrêté du 22 décembre 1935**, complétant l'arrêté du 18 janvier 1928 réorganisant la chambre de commerce du Togo. 29

| | |
|---|----|
| Arrêté du 22 décembre 1935, réglementant l'attribution des secours accordés sur les fonds du budget local ou des budgets annexes du Togo. | 29 |
| Arrêté du 22 décembre 1935, fixant le contingent des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche à admettre à l'importation pour l'année 1936 et déterminant la répartition individuelle de ce contingent. | 31 |
| Arrêté du 22 décembre 1935, prononçant expulsion du nommé AKACOUÉVI TERRAS Marcellin. | 31 |
| Arrêté du 22 décembre 1935, portant établissement définitif de la liste des électeurs à la chambre de commerce du Togo. | 31 |
| Arrêté du 22 décembre 1935, portant modifications aux tarifs du chemin de fer et aux tarifs du wharf. | 35 |
| Arrêté du 22 décembre 1935, complétant le tarif spécial P. V. n° 1 bis approuvé par arrêté n° 154 du 8 avril 1935. | 35 |
| Arrêté du 22 décembre 1935, autorisant au profit de la Société Commerciale de l'Ouest Africain le remboursement de la somme de 446 frs. 65 trop perçu au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires. | 36 |
| Arrêté du 22 décembre 1935, autorisant le remboursement à des maisons de commerce des sommes perçues en trop au titre de la taxe sur le tonnage importé et exporté. | 36 |
| Arrêté du 22 décembre 1935, fixant les emprises de la voie du réseau ferrée du Togo. | 36 |
| Arrêté du 27 décembre 1935, approuvant et rendant exécutoires certains rôles afférents à l'exercice 1935. | 37 |
| Arrêté du 30 décembre 1935, modifiant l'article 1 ^{er} de l'arrêté n° 607 en date du 26 novembre 1934 portant réglementation nouvelle des bourses accordées aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo et des allocations attribuées aux jeunes métis résidant au Territoire. | 38 |
| Arrêté du 30 décembre 1935, portant prorogation de crédits jusqu'au 28 février 1936. | 38 |
| Arrêté du 31 décembre 1935, fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le 1 ^{er} trimestre de l'année 1936. | 39 |
| Rectificatif à la décision n° 151 du 13 novembre 1935 fixant les modalités d'application de la prime de transport en faveur des produits oléagineux. | 39 |
| Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène | 39 |
| Bourses | 44 |
| Commissions | 44 |
| Concours | 44 |
| Boissons alcooliques | 45 |
| Marchés | 45 |
| Monnaies | 45 |
| Nominations de chefs de canton | 45 |
| Produits pharmaceutiques | 45 |
| Retrait de permis de conduire | 45 |
| Retrait de prêts d'animaux | 45 |
| Santé | 45 |
| Secours | 45 |
| Sociétés de prévoyance | 46 |

| | |
|--------------------------|----|
| Subventions | 46 |
| Vérifications de caisses | 47 |
| Domaines | 47 |
| Avis aux navigateurs | 48 |
| Bulletin météorologique | 49 |

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Exercice des réquisitions militaires

ARRETE No 5 promulguant au Togo le décret du 19 novembre 1935 portant réglementation de l'exercice des réquisitions militaires dans les territoires dépendant du ministère des colonies.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 novembre 1935 portant réglementation de l'exercice des réquisitions militaires dans les territoires dépendant du ministère des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 novembre 1935 portant réglementation de l'exercice des réquisitions militaires dans les territoires dépendant du ministère des colonies.

Porto-Novo, le 7 janvier 1936.
DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 18 novembre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 62 bis, de la loi du 3 juillet 1877, sur l'exercice des réquisitions militaires, modifié par les lois du 11 juin 1934 et du 21 juin 1935, a prévu que les dispositions de cette loi ainsi modifiée pourraient être rendues applicables aux territoires relevant du ministère des colonies par des décrets, pris en accord avec les départements de la guerre, de la marine et de l'air, qui en détermineront les conditions d'application et désigneront les autorités chargées de l'exécution de ces dispositions.

Il est apparu qu'un décret unique pourrait être pris qui comporterait la désignation des autorités exerçant le droit de réquisition par une délégation permanente, ces autorités devant être les mêmes que celles appelées à remplir les fonctions de chefs de territoires.

En conséquence, nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le ministre de la guerre,
Jean FABRY.

Le ministre de la marine,
François PIÉTRI.

Le ministre de l'air,
G^l. DENAIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des colonies, de la guerre, de la marine et de l'air;

Vu la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, modifiée par les lois des 11 juin 1934 et 21 janvier 1935 et notamment les dispositions de l'article 62 bis;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 3 juillet 1877 et des lois subséquentes, notamment celles des 11 juin 1934 et 21 janvier 1935 sur les réquisitions militaires sont rendues applicables dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le droit d'exercer les réquisitions militaires est délégué de façon permanente par le ministre des colonies aux gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies, à l'administrateur des îles Saint-Pierre et Miquelon et aux Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun.

ART. 3. — Les chefs de territoires, désignés au précédent article pourront, à leur tour, déléguer leur droit de réquisition au commandant supérieur des troupes, aux commandants de la marine et de l'air, aux lieutenants-gouverneurs des colonies, ainsi qu'aux présidents des commissions de réception du service de ravitaillement et tous autres officiers ou fonctionnaires sous leurs ordres. Ils resteront dans tous les cas responsables de l'exercice du droit qu'ils auront ainsi délégué et subdélégué.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 19 novembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Le ministre de la marine,

François PIÉTRI.

Le ministre de la guerre,

Jean FABRY.

Le ministre de l'air,

Cl. DENAIN.

Conditions de rétribution du transport des dépêches

ARRETE N° 6 promulguant au Togo le décret du 4 décembre 1935 portant fixation des conditions de rétribution du transport des dépêches par les navires libres de commerce dans les relations des colonies et territoires sous mandat avec la France et dans les relations intercoloniales.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 4 décembre 1935 portant fixation des conditions de rétribution du transport des dépêches par les navires libres du commerce dans les relations des colonies et territoires sous mandat avec la France et dans les relations intercoloniales;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 décembre 1935 portant fixation des

conditions de rétribution du transport des dépêches par les navires libres du commerce dans les relations des colonies et territoires sous mandat avec la France et dans les relations intercoloniales.

Porto-Novo, le 7 janvier 1936.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 23 avril 1933, modifiant le décret du 28 mars 1928, fixant les conditions de rétribution du transport de France aux pays d'outre-mer des dépêches postales par les navires libres du commerce;

Vu le décret du 27 juillet 1930, modifié par celui du 14 décembre 1931, étendant aux transports effectués des colonies en France et aux transports intercoloniaux les dispositions du décret du 28 mars 1928;

Sur la proposition du ministre des finances, du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La rétribution du transport des dépêches postales par les navires libres du commerce se rendant des pays d'outre-mer en France ou naviguant entre les diverses possessions françaises ou territoires sous mandat sera déterminée sur la base du tarif du fret commercial.

ART. 2. — Les conditions de rémunération et les tarifs en seront fixés, les compagnies de navigation entendues :

1° — Par arrêté du ministre des colonies pour les transports effectués des colonies et territoires sous mandat en France;

2° — Par arrêtés des chefs des colonies ou territoires intéressés dans tous les autres cas.

Ces tarifs seront revisables tous les ans.

ART. 3. — Les armateurs des navires libres du commerce assument du chef des transports postaux visés aux articles précédents la même responsabilité que l'administration des postes vis-à-vis des tiers intéressés.

En ce qui concerne les objets avec valeur déclarée cette responsabilité est engagée jusqu'à concurrence du montant total indiqué à chaque voyage par l'administration des postes.

ART. 4. — Sont considérés comme navires libres du commerce au regard du présent décret les navires français et étrangers non reconnus comme paquebots postes, et ne bénéficiant pas d'autre part des primes prévues par les lois sur la marine marchande.

ART. 5. — Sont abrogées les dispositions des décrets des 27 juillet 1930 et 14 décembre 1931 sus-visés.

ART. 6. — Le ministre des colonies, le ministre des postes, télégraphes et téléphones et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 4 décembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,

Georges MANDEL.

Le ministre des finances,

Marcel RÉONIER.

**Hospitalisation des fonctionnaires,
à l'occasion de prolongation de congés de convalescence**

ARRETE N° 7 promulguant au Togo le décret du 4 décembre 1935 rendant obligatoire l'hospitalisation des fonctionnaires, employés ou agents coloniaux à l'occasion de prolongation de congés de convalescence.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 4 décembre 1935 rendant obligatoire l'hospitalisation des fonctionnaires, employés ou agents coloniaux à l'occasion de prolongation de congés de convalescence;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 décembre 1935 rendant obligatoire l'hospitalisation des fonctionnaires, employés ou agents coloniaux à l'occasion de prolongation de congés de convalescence.

Porto-Novo, le 7 janvier 1936.
DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié, notamment le décret du 31 janvier 1932;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 10 du décret du 2 mars 1910, modifié par le décret du 31 janvier 1932, est complété par les dispositions suivantes :

« Les fonctionnaires, employés ou agents ayant déjà été placés en observation dans une formation hospitalière, conformément aux dispositions ci-dessus, seront obligatoirement astreints à une nouvelle hospitalisation toutes les fois qu'ils solliciteront une prolongation au congé de convalescence déjà obtenu.

« Toutefois, le conseil supérieur de santé demeure qualifié pour accorder dans les mêmes conditions que ci-dessus la dispense de l'observation à l'hôpital dans tous les cas où il s'estimera suffisamment renseigné par l'examen des dossiers des intéressés et ses investigations cliniques.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 décembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Tarifs des patentes

ARRETE N° 501 portant modification à l'assiette et aux tarifs des patentes.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 654 du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt de la patente dans le Territoire;

Vu l'arrêté n° 567 du 20 novembre 1932 fixant les taux des patentes;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 de l'arrêté du 27 octobre 1933 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Cumul. — L'exercice dans le même établissement de plusieurs professions, métiers, industries ou commerces n'est soumis qu'à un droit unique au titre de la patente.

Ce droit est le plus élevé de ceux qu'aurait à payer le contribuable s'il était assujéti à autant de droits qu'il exerce de professions.

Sont considérés comme formant même établissement les magasins, boutiques et en général toutes installations faisant corps et comprises dans un seul terrain d'un seul tenant entièrement délimité.

ART. 2. — L'article 9 de l'arrêté du 27 octobre 1933 susvisé est modifié et complété comme suit :

5° — Tous individus qui vendent en quelque lieu que ce soit au détail et hors magasin, les produits du crû d'alimentation, les produits de fabrication locale et les marchandises d'importation de consommation courante ci-après spécifiées : sucre, sel, savon, tabacs, allumettes, pétrole, colas.

10° — Les sociétés coopératives de production et de consommation.

ART. 3. — Les tableaux A et C annexés à l'arrêté du 20 novembre 1932 susvisé sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

TABEAU A

DROQUISTE OU DÉPOSITAIRE DE MÉDICAMENTS

| | Classe | Taux |
|---|--------|------|
| Lomé, Anécho, Atakpamé, Palimé, Sokodé, Mango | 10° | 150 |
| Autres lieux | 12° | 75 |

TABEAU C

Tous autres acheteurs de produits du crû y compris ceux qui achètent des produits sur pied dont ils font la récolte :

| | | |
|---------------------------------------|-----|-----|
| Cercles du sud et du centre | 10° | 150 |
| Cercle du nord | 13° | 60 |

ALCOOL

(1) — Maison de commerce faisant l'importation, la vente en gros et demi-gros ou au détail de boissons alcooliques, spiritueuses et fermentées et fabricants de boissons alcooliques avec des produits d'importation

2° 2.000

(2) — Etablissement vendant des boissons alcooliques et spiritueuses au détail à emporter

8° 300

(1) Il faut entendre par maison de commerce les maisons principales et leurs filiales;

(2) Il faut entendre par établissement les comptoirs secondaires ou factoreries;

| | | |
|--|-----|-----|
| Etablissement vendant des boissons hygiéniques et des vins de table de moins de 15°, à l'exclusion des vermouth, quinquina et autres boissons alcooliques, à consommer sur place | 11° | 120 |
| Vendeuses de boissons fermentées de fabrication locale, sous abri volant ou sous apatam | 13° | 75 |

COMMERCE DE DÉTAIL EN BOUTIQUE

| | | |
|--|-----|----|
| Revendeurs au détail en boutique d'articles d'importation : Lomé, Anécho, Palimé, Atakpamé | 12° | 75 |
| Autres lieux | 14° | 50 |

DÉTAILLANTS

| | | |
|---|-----|----|
| Revendeurs au détail hors boutique d'articles d'importation | 16° | 30 |
|---|-----|----|

ART. 4. — Le tableau B annexé à l'arrêté du 20 novembre 1932 est abrogé et remplacé par le tableau ci-dessous :

TABLEAU B

| | Classe | Taux |
|---|--------|-------|
| Automobiles (entrepreneurs de transport par) | 8° | 300 |
| Bijoutiers | 14° | 50 |
| Bottiers | 15° | 40 |
| Bouchers : Lomé, Palimé, Anécho, Atakpamé | 10° | 150 |
| Autres lieux | 12° | 75 |
| Boulangers dans tous cercles | 14° | 50 |
| Briques, carreaux, tuiles (fabricant de) | 11° | 120 |
| Cinéma (exploitant de) | 9° | 200 |
| Entrepreneurs de travaux publics | 4° | 1.000 |
| Entrepreneurs de travaux privés | 9° | 200 |
| Ebeniste à façon employant un ou plusieurs ouvriers | 15° | 40 |
| Forgerons | 16° | 30 |
| Hôtelier-restaurateur | 8° | 300 |
| Horlogerie | 14° | 50 |
| Mécaniciens employant un ou plusieurs ouvriers | 14° | 50 |
| Photographie | 11° | 120 |
| Restaurant | 11° | 120 |
| Tailleurs à Lomé, Palimé, Anécho, Atakpamé | 12° | 75 |
| Autres lieux | 15° | 40 |

TRANSPORTS MARITIMES

| | | |
|--|----|-------|
| Agence représentant une ou plusieurs compagnies de navigation au long cours installées au Territoire dans un même immeuble | 1° | 4.000 |
| Sous agence ou consignataire de Cie. de navigation n'ayant pas d'immeuble au Territoire | 3° | 1.600 |

USINES ET MANUFACTURES

| | | |
|-----------------------------|-----|-------|
| 20 employés, manœuvres etc. | 2° | 2.000 |
| Moins de 20 manœuvres etc. | 4° | 1.000 |
| Moins de 10 manœuvres etc. | 8° | 300 |
| Moins de 5 manœuvres etc. | 10° | 150 |

ART. 5. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1936 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Approuvé par télégramme ministériel n° 5 du 7 janvier 1936.

Licences

ARRETE N° 502 modifiant le tableau des licences annexé à l'arrêté du 20 novembre 1932.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1930 réglementant les licences et l'arrêté du 20 novembre 1932 qui l'a modifié;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif des droits de licence annexé à l'arrêté du 20 novembre 1932 susvisé est abrogé et remplacé par le tarif fixé par le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1936, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Approuvé par télégramme ministériel n° 5 du 7 janvier 1936.

Tableau des licences

1^{re} classe. — Maison de commerce (1) faisant l'importation ou la vente en gros ou au détail de boissons alcooliques, spiritueuses ou fermentées et fabricants de boissons alcooliques avec des produits d'importation 4.000

2^e classe. — Hôtels, cafés, restaurants autorisés à vendre de l'alcool au verre et où l'on consomme sur place avec tables et chaises et fabricants de boissons spiritueuses 2.000

3^e classe. — Etablissements (2) vendant des boissons alcooliques ou spiritueuses de toute nature à emporter 1.600

4^e classe. — Etablissements vendant des boissons hygiéniques et des vins ordinaires de table titrant moins de 15° à consommer sur place 650

5^e classe. — Etablissements vendant exclusivement des vins ordinaires de tables et mousseux titrant moins de 15°, bières, cidres à emporter 75

6^e classe. — Vendeurs de boissons fermentées de fabrication locale sous abri volant ou sous apatam 100

Vu pour être annexé à l'arrêté du 9 novembre 1935.

Lomé, le 9 novembre 1935.

Le Commissaire de la République p. i.
DESANTI.

(1) Il faut entendre par maison de commerce les maisons principales et leurs filiales.

(2) Il faut entendre par établissement les comptoirs secondaires ou factoreries.

Permis de port d'armes

ARRETE N° 503 fixant les droits à percevoir sur le permis de port d'armes au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 18 août 1922 réglementant l'importation, la vente, la cession et la détention des armes à feu et des munitions et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 29 juin 1929 fixant les droits à percevoir sur le permis de port d'armes au Togo;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 fixant le mode de perception des droits sur les permis de port d'armes;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 1^{er} janvier 1936, les droits sur les permis de port d'armes sont fixés de la façon suivante :

1^o — ARMES PERFECTIONNÉES :

| | |
|---------------------------|---------|
| Premier permis | 80 frs. |
| Permis suivants | 20 frs. |

2^o ARMES DE TRAITE :

| | |
|---------------------------|---------|
| Premier permis | 15 frs. |
| Permis suivants | 10 frs. |

ART. 2. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du 29 juin 1929.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 9 novembre 1935.
DESANTI.

Approuvé par télégramme ministériel n° 5 du 7 janvier 1936.

Impôt sur la population flottante

ARRETE N° 504 modifiant les taux de l'impôt sur la population flottante et de la taxe sur les cartes d'identité.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 558 du 30 octobre 1934 réglementant l'impôt de la population flottante et la délivrance des cartes d'identité et en fixant les taux;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté du 30 octobre 1934 susvisé est modifié comme suit :

« Le taux de cette taxe est fixé ainsi qu'il suit :
50 francs pour les cercles du centre et du sud.
30 francs pour le cercle du nord.

ART. 2. — L'article 3 de l'arrêté du 30 octobre 1934 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Les indigènes visés à l'article 1^{er} du présent arrêté seront tenus de demander au poste dont dépend leur nouvelle résidence une carte d'identité dont la délivrance donnera lieu à la perception d'une taxe de 10 francs et qui sera remise à l'intéressé dans les conditions fixées ci-après ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.
DESANTI.

Approuvé par câble ministériel n° 5 du 7 janvier 1936.

Taxe d'abatage des animaux

ARRETE N° 505 portant modification aux taux de la taxe d'abatage des animaux.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1932 portant tarification de la taxe d'abatage;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 20 décembre 1932 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les taux de la taxe d'abatage sont ainsi fixés à compter du 1^{er} janvier 1936, pour le cercle du sud :

| | |
|------------------------------|---------|
| Bœufs | 15 frs. |
| Porcs gros | 10 frs. |
| Porcs petits | 7 frs. |
| Chèvres et moutons | 3 frs. |
| Cabris | 1 fr. |

Dans les cercles du centre et du nord, les taux de la taxe d'abatage sont ainsi fixés pour compter du 1^{er} janvier 1936 :

| | |
|------------------------------------|---------|
| Bœufs | 10 frs. |
| Porcs | 5 frs. |
| Chèvres, moutons, cabris | 2 frs. |

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.
DESANTI.

Approuvé par câble ministériel n° 5 du 7 janvier 1936.

Taxe sur les véhicules et bicyclettes

ARRETE N° 508 portant suppression de la taxe sur les véhicules et réglementation de la taxe sur les bicyclettes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 569 du 20 novembre 1932 portant réglementation de la taxe sur les véhicules;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté pour compter du 1^{er} janvier 1936 l'arrêté du 20 novembre 1932 portant réglementation de la taxe sur les véhicules.

ART. 2. — A partir du 1^{er} janvier 1936, toute bicyclette mise en-service est assujettie à une taxe de circulation.

ART. 3. — Cette taxe est due par le propriétaire pour l'année entière, quelle que soit l'époque de la mise en service.

ART. 4. — Le taux de la taxe est uniformément fixé à 20 francs et sera passible des centimes additionnels dont étaient majorées les taxes sur les véhicules réglementées par l'arrêté du 20 novembre 1932.

ART. 5. — La taxe sur les bicyclettes considérée comme taxe assimilée aux contributions directes est perçue sur rôles.

Il est remis à chaque partie versante, en même temps que la quittance du versement, une plaque de contrôle portant le millésime de l'année en cours.

Le fait de ne pouvoir présenter la dite plaque à toute réquisition des agents de l'administration ou de la police locale habilités à cet effet, ou, en cas de perte, de ne pouvoir faire la preuve, notamment par la production de la quittance, que la taxe a été acquittée, entraîne l'imposition à la double taxe dans le centre où l'infraction a été constatée. La bicyclette pourra être retenue comme gage pour assurer le recouvrement de la pénalité et des droits.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Approuvé par câble ministériel n° 5 du 7 janvier 1936.

Rachat de prestations

ARRETE N° 513 fixant le taux de rachat de prestations pour l'année 1936.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922 instituant un impôt, dit de prestations en nature, dans les territoires du Togo;

Vu l'arrêté 659 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt des prestations au territoire du Togo;

Vu l'arrêté 632 fixant le taux de rachat de prestations au Togo pour l'année 1935;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives au territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre de journées de travail dû par les contribuables assujettis au rachat des prestations est fixé à six.

ART. 2. — Le taux de rachat de chaque journée de travail est fixé ainsi qu'il suit :

EUROPÉENS :

Personnes ayant le statut de nationaux européens 10 frs.

INDIGÈNES :

CERCLE DU SUD (Sauf canton de l'Agotimé)

Subdivision d'Atakpamé et canton de l'Akposso ouest (Subdivision de Klouto) 3 frs.

Canton de l'Agotimé (subdivision de Tsévié) et subdivision de Klouto sauf canton Akposso ouest 2 frs.

Cercle du nord (Ancien cercle de Sokodé ou de Mango) 1 fr.

Le nombre de journées par prestataire est fixé à six.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Approuvé par câble ministériel n° 5 du 7 janvier 1936.

Taxe sur le chiffre d'affaires

ARRETE N° 518 portant modification à l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935 fixant les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice;

Vu l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935 fixant les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935 précité est complété comme suit :

4° — Les produits du crû des territoires voisins, destinés à la réexportation.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Approuvé par câble ministériel n° 5 du 7 janvier 1936.

Fonctionnement des sociétés de prévoyance

ARRETE, N° 572.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1935 réorganisant les circonscriptions administratives du Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 de l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés de prévoyance est complété comme suit :

« Chaque fois que le président de la société le juge utile, les membres du conseil d'administration domiciliés en dehors du chef-lieu du cercle peuvent, par les soins du chef de la subdivision dans laquelle ils sont domiciliés, être consultés soit individuellement « à domicile soit globalement en réunion tenue au « chef-lieu de la subdivision ou de section ».

ART. 2. — L'article 8 de l'arrêté du 31 décembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'assemblée générale représente l'ensemble des sociétaires.

Elle se compose :

« 1° — Du président du conseil d'administration assisté du secrétaire trésorier.

« 2° — Du vice-président.

« 3° — Des membres du conseil d'administration.

« 4° — Des membres des commissions de section.

« L'assemblée générale se réunit obligatoirement une fois par an au siège social, sur la convocation du président pour procéder à l'examen du projet de budget et du projet d'aménagement agricole de l'exercice suivant.

« L'assemblée générale peut, en outre, être convoquée par son président, quand les circonstances l'exigent.

« L'assemblée générale est valablement constituée lorsque la moitié de ses membres plus un sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

« Chaque fois que le président de la société le juge utile les membres de l'assemblée générale, domiciliés en dehors du chef-lieu de cercle peuvent être consultés, par les soins du chef de la subdivision « de domicile, au chef-lieu de la subdivision ou de la « section ».

ART. 3. — L'article 11 de l'arrêté du 31 décembre 1934 est modifié comme suit dans l'alinéa 4 :

« Le recouvrement est assuré dans les sections par le secrétaire comptable quand celui-ci sera en même temps agent spécial ou agent intermédiaire, et dans la section centrale, siège de la société, par le secrétaire trésorier qui centralisera également les opérations effectuées par les secrétaires comptables dans les conditions fixées par l'article 21 ».

ART. 4. — L'article 21 de l'arrêté du 31 décembre 1934 est modifié comme suit à partir de la rubrique 6 :

... « 6° — Le registre balance des semences et graines existant tant au chef-lieu que dans les sections, tenu

à jour mensuellement au vu des opérations effectuées dans le courant du mois.

« 7° — Le registre des inventaires (immeubles, matériel cheptel etc. . .).

« 8° — Un carnet à souches pour les reçus concernant le remboursement des prêts en nature.

« 9° — Le registre des entrées et sorties du matériel mis en consommation immédiate.

« 10° — Le carnet des échéances et des dépenses engagées à paiement différé de plus de 30 jours.

« 11° — Les dossiers des pièces justificatives de recette et de dépenses. (états de paiement, factures, états récapitulatifs de versement etc. . .).

Les pièces justificatives doivent porter comme numéros d'ordre ceux résultant de leur inscription au livre journal — Grand livre. La formule d'ordonnement consistera en la mention « vu bon à payer » ou « vu bon à recevoir » portée par le commandant de cercle sur les pièces justificatives avant le paiement ou l'encaissement. Toutefois, les menues dépenses courantes et l'entrée des cotisations pourront être ordonnées en fin de mois par un état récapitulatif de régularisation. Il en sera même pour les recettes et dépenses effectuées dans les sections.

ART. 5. — L'article 23 de l'arrêté du 31 décembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Documents dont la tenue incombe au secrétaire de la section

Dans les sections siégeant à la subdivision centrale les fonctions de secrétaire de section sont exercées par le secrétaire trésorier et les opérations comptables les concernant sont inscrites directement dans la comptabilité centrale.

Dans les autres sections, chaque secrétaire de section tient :

1° — Un quittancier;

2° — Un livre journal de recettes et de dépenses;

3° — Un carnet à souches pour les reçus concernant les remboursements de prêts en nature.

4° — Un livre journal des entrées et sorties des magasins à graines;

5° — Un inventaire du matériel mis à la disposition de la section.

Le secrétaire de section doit adresser à la fin de chaque mois au secrétaire trésorier les documents suivants :

a) Copie du livre-journal des recettes et dépenses, accompagnée d'un état récapitulatif des quittances délivrées et de l'original des pièces justificatives de dépenses, dont duplicata devra être conservé dans les archives comptables de la section.

b) Etat indiquant le total, au cours du mois, des entrées et sorties de graines (en kilogramme) et la balance des magasins en fin de mois.

c) Une quittance établie à la date du 1^{er} du mois suivant celui auquel s'applique la comptabilité transmise et qui donne quittance au secrétaire trésorier de la somme conservée par le secrétaire de section afin de faire face aux dépenses courantes. Ces quittances sont conservées par le secrétaire trésorier comme bons de caisse justificatifs. Lors de l'arrivée de la quittance du mois suivant, la quittance précédente est annulée à l'encre rouge par le secrétaire trésorier et retournée sans délai au secrétaire comptable intéressé.

Les mêmes documents doivent être transmis en cas de passation de service. Ces documents sont dépouillés sans délai par le secrétaire trésorier qui inscrira en bloc dans la comptabilité centrale les opérations qu'ils retracent.

Les secrétaires de section sont responsables des sommes qu'ils détiennent pour le compte des sociétés de prévoyance.

Ils exercent leurs fonctions sous le contrôle du chef de subdivision, agissant en qualité de délégué permanent du président de la société.

ART. 6. — Les statuts des sociétés de prévoyance devront être révisés conformément aux dispositions ci-dessus.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur du Togo chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

ARRETE N° 572 bis supprimant les sociétés de prévoyance d'Anécho, Palimé et Mango et déterminant les sections des sociétés de prévoyance des cercles du sud, du centre, du nord.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo;

Vu l'arrêté 666 du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles du Togo;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1935 portant approbation de la création des sociétés de prévoyance de Lomé, Atakpamé, Anécho, Palimé, Sokodé, Mango;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du Togo et supprimant les cercles d'Anécho, Palimé, Mango;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés de prévoyance d'Anécho, de Palimé, de Mango sont supprimées pour compter du 1^{er} janvier 1936.

ART. 2. — Les sociétés de prévoyance des cercles du sud, du centre, du nord comporteront les sections suivantes :

| | |
|------------------|-----------|
| Cercle du sud | Anécho |
| | Tsévié |
| | Lomé |
| Cercle du centre | Atakpamé |
| | Nuatja |
| | Palimé |
| Cercle du nord | Sokodé |
| | Lama-Kara |
| | Bassari |
| | Mango |

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur du Togo chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Approbation des budgets ordinaires et extraordinaires de la chambre de commerce du Togo en 1936

ARRETE N° 573 portant approbation des budgets ordinaires et extraordinaires de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1936.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 12 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo et les actes subséquents qui l'ont modifié, notamment l'arrêté du 12 juillet 1928;

Vu le procès-verbal de la séance de la chambre de commerce du 29 novembre 1935 approuvant les budgets ordinaires et extraordinaires de cette compagnie pour l'exercice 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés :

1° — Le budget ordinaire de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1936 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de deux cent vingt et un mille cinq cents francs (221.500 frs.).

2° — Le budget extraordinaire de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1936 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cinquante trois mille trois cents francs (53.300 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur du Togo chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Modification des tarifs de transport en chemin de fer

ARRETE N° 574 portant modification aux tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le rapport en conseil consultatif en date du 6 décembre 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'annexe n° 1 (classification générale des marchandises) aux tarifs des transports des voyageurs et des marchandises est modifiée comme suit :

« Caoutchouc brut 3^e catégorie du tarif général de petite vitesse ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

**Approbation du budget de la commune mixte
de Lomé — exercice 1936**

**ARRETE N° 578 portant approbation du budget de
la commune-mixte de Lomé.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo, ensemble tous textes le modifiant;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu le procès-verbal de la délibération de la commission municipale de Lomé en date du 3 décembre 1935;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est arrêté le budget de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1936, en recettes et dépenses à la somme de neuf cent vingt quatre mille neuf cent cinquante deux francs. (924.952 francs).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République absent
L'administrateur supérieur chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Recettes de la commune-mixte de Lomé

**ARRETE N° 579 autorisant la commune mixte de
Lomé à s'imposer en 1936 et lui attribuant cer-
taines recettes.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime financier et administratif des communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu le procès-verbal de la délibération de la commission municipale en date du 3 décembre 1935;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commune mixte de Lomé est autorisée à s'imposer en 1936 des centimes additionnels au principal des contributions directes jusqu'à concurrence de dix centimes.

ART. 2. — Il est attribué pour 1936 à la commune mixte de Lomé :

1° — Quatre cinquièmes du produit de :

Taxe fixe de l'impôt personnel (européens et indigènes),

Impôt sur la population flottante,

Impôt des patentes et licences,

Taxe sur les véhicules,

Impôt sur propriétés bâties,

Impôt sur propriétés non bâties,

2° — Totalité du montant du rachat des prestations.

ART. 3. — Il est attribué pour 1936 à la commune mixte de Lomé trois quarts du produit des amendes infligées par les tribunaux de simple police, de police correctionnelle et les juridictions contentieuses pour les contraventions et délits commis sur son territoire.

ART. 4. — Il est attribué pour 1936 à la commune mixte de Lomé trois quarts du produit des amendes administratives et des amendes prononcées par les tribunaux indigènes pour les infractions commises sur son territoire.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

**Attributions du chef des services
des T. P. et chemins de fer du Dahomey et du Togo**

**ARRETE N° 580 nommant le chef des services des
travaux publics et chemins de fer du Dahomey et
du Togo sous-ordonnateur du budget annexe du
chemin de fer et du wharf du Togo et fixant les
attributions financières du délégué à Lomé de ce
chef de service pour les travaux publics du budget
local.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 105;

Vu l'arrêté ministériel en date du 3 décembre 1935 fixant les emplois des services des travaux publics et des chemins de fer tenus cumulativement pour le Togo et le Dahomey;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le chef des services des travaux publics et chemins de fer du Dahomey et du Togo est nommé sous-ordonnateur pour les opérations suivantes du budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo, exercices 1936 et suivants :

Recettes. — Versement des recettes à percevoir pour le compte du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo.

Dépenses. — Mandatement de toutes les opérations de personnel, matériel et main-d'œuvre effectuées pour le compte de ce budget annexe.

Fonds de roulement. — Toutes opérations effectuées sur ce compte.

Aucune modification n'est apportée dans les attributions de l'ordonnateur-délégué en ce qui concerne le budget annexe du chemin de fer, exercice 1935.

ART. 2. — Le chef des services des travaux publics et chemins de fer du Dahomey et du Togo est également délégué dans les fonctions d'ordonnateur-matières du budget annexe du chemin de fer et du wharf.

Il signe par délégation et dans la limite des crédits autorisés, les marchés de fournitures et de travaux dont l'approbation en conseil n'est pas exigée.

ART. 3. — Les crédits nécessaires au fonctionnement du service des travaux publics du budget local du Togo continuent à être gérés par l'ordonnateur-délégué; la liquidation des dépenses étant effectuée par un représentant du chef des services des travaux publics et chemins de fer du Dahomey et Togo, résidant à Lomé.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République absent
L'administrateur supérieur chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Réorganisation de la chambre de commerce

ARRETE No 581 complétant l'arrêté du 18 janvier 1928 réorganisant la chambre de commerce du Togo.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo; ensemble les arrêtés du 24 décembre 1931, du 29 février 1932 et du 14 novembre 1933 le complétant ou le modifiant;

Vu les lettres des 7 octobre et 2 novembre 1935 du président de la chambre de commerce du Togo;

Vu la décision du 6 décembre 1935 chargeant M. l'administrateur en chef GEISMAR, administrateur supérieur du Togo de l'expédition des affaires courantes et urgentes;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 26 de l'arrêté du 18 janvier 1928 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Les membres de la chambre de commerce sont tenus d'assister aux séances auxquelles ils sont régulièrement convoqués.

« Les membres régulièrement convoqués qui se sont abstenus sans motif reconnu légitime par l'assemblée de la chambre de commerce d'assister à trois séances consécutives peuvent être, sur proposition du bureau, déclarés démissionnaires par arrêté du Commissaire de la République ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur du Togo chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Réglementation pour l'attribution des secours

ARRETE No 582 réglementant l'attribution des secours accordés sur les fonds du budget local ou des budgets annexes du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté ministériel du 21 avril 1919 réglementant l'attribution des secours accordés sur les fonds du budget général et des budgets locaux modifié par les arrêtés des 23 octobre 1920 et 31 mai 1921;

Vu l'arrêté no 667 du 31 décembre 1934 réglementant la concession de secours éventuels accordés sur les fonds du budget local ou annexe et mettant, à la charge du Territoire les frais funéraires des fonctionnaires décédés;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juin 1935 réglementant l'attribution des secours accordés sur le budget colonial et les budgets généraux ou locaux;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

TITRE PREMIER

CATÉGORIES DE SECOURS

ARTICLE PREMIER. — Les secours accordés sur les fonds du budget local ou de l'un des budgets annexes du Togo, sont de deux catégories :

- a) Secours temporaires;
- b) Secours éventuels.

TITRE II

SECOURS TEMPORAIRES

ART. 2. — L'attribution des secours temporaires est prononcée par le Commissaire de la République dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel no 164/1 du 24 juin 1935.

TITRE III

SECOURS ÉVENTUELS

ART. 3. — *Caractères et précarité des secours éventuels.* — Les secours éventuels sont des allocations attribuées à titre gracieux et tout à fait exceptionnel à des personnes remplissant les conditions définies par l'article 4 du présent arrêté.

Ils doivent toujours conserver le caractère d'allocations provisoires, accordées seulement pour une période déterminée, à l'issue de laquelle ils peuvent être réduits ou supprimés. Il ne saurait donc en aucun cas être attribué sur le budget local ou l'un des budgets annexes du Togo, de secours ayant un caractère permanent ou viager.

Aucune demande de renouvellement de secours ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai minimum d'un an, à partir de la date de versement au pétitionnaire de la dernière allocation. — Un même secours éventuel ne peut être renouvelé plus de deux années de suite.

En aucun cas, une même personne ne peut obtenir simultanément ni séparément de secours sur le budget colonial et l'un ou plusieurs des budgets du territoire ni sur plusieurs de ces derniers.

En aucun cas, plusieurs personnes ne peuvent obtenir simultanément ni séparément des secours justifiés par les mêmes services.

La concession des secours constituant une mesure essentiellement gracieuse, aucune réclamation ne peut être formulée contre les décisions comportant attribution ou rejet.

ART. 4. — *Qualité des demandeurs et conditions qu'ils doivent remplir.* — Les secours éventuels sont exclusivement accordés :

1° — Aux fonctionnaires, employés et agents en activité effectivement présents au Territoire, rétribués sur les fonds de l'un des budgets du Territoire, et qui, disposant de ressources très modestes, se trouvent dans une situation exceptionnellement digne d'intérêt ;

2° — Hors le cas de cessation de service par révocation ou toute autre mesure disciplinaire, aux anciens fonctionnaires, employés ou agents ayant servi au Togo et rétribués pendant leur activité au compte de l'un des budgets du Togo non titulaires de pension, faiblement pensionnés ou attendant la liquidation de leur pension, si leur situation est reconnue vraiment digne d'intérêt ;

3° — A leurs veuves non remariées, non pensionnées ou faiblement pensionnées ou en instance de pension même si leur mariage a eu lieu après la mise à la retraite de leur mari, pourvu que leur situation soit reconnue vraiment digne d'intérêt ;

4° — A leurs épouses divorcées et non remariées qui se trouvent dans une situation exceptionnellement digne d'intérêt, pourvu que le jugement du divorce ait été prononcé en leur faveur ;

5° — A leurs enfants mineurs légitimes ou naturels reconnus, non mariés, non pensionnés, faiblement pensionnés ou en instance de pension et dont la situation est exceptionnellement nécessitante ;

6° — A leurs orphelins majeurs infirmes et à leurs filles majeures célibataires, si la situation matérielle le justifie ;

7° — A leurs ascendants infirmes ou âgés, s'il est reconnu que le décès de leurs fils a eu une incidence sur leur situation matérielle ;

8° — A des personnes originaires du Togo, se trouvant dans une situation vraiment digne d'intérêt ;

9° — A certaines personnes, en considération des services rendus par elles au Territoire, à leurs veuves, leurs ascendants infirmes ou âgés et leurs descendants.

ART. 5. — *Autorités qui attribuent les secours éventuels et réglementation applicable.* — Lorsque le demandeur est domicilié en France, en Afrique du nord, au levant ou à l'étranger, le secours éventuel est attribué par le ministre des colonies, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel n° 164/1 du 24 juin 1935.

Lorsque le demandeur est domicilié au Togo ou dans une colonie voisine, le secours éventuel est attribué dans les conditions déterminées au présent arrêté par le Commissaire de la République.

ART. 6. — *Présentation et examen des demandes de secours éventuels.* — Les demandes de secours sont établies sur papier libre et adressées ou transmises à l'autorité à laquelle appartient la décision.

La demande de secours doit être présentée et signée par l'intéressé lui-même, sauf s'il est illettré. — Pour les mineurs, elle est établie par le tuteur qui pourra être invité à produire une copie de la décision lui conférant la tutelle.

L'enquête administrative doit être provoquée chaque fois que l'administration n'est pas parfaitement au fait de la situation du requérant, qu'il s'agisse d'une première demande ou d'une demande de renouvellement.

Les dossiers de secours sont instruits par le bureau des finances, avec l'attache des bureaux capables de compléter les informations qu'ils possèdent.

En cas de fausse déclaration ou production de faus-

ses pièces, l'intéressé ne pourra plus obtenir de secours sur n'importe quel budget et s'il est fonctionnaire, sera en outre astreint au remboursement du secours accordé, sans préjudice des sanctions administratives qui pourront être prises contre lui.

Le montant des secours est fixé dans la limite des crédits prévus au budget et d'après la situation pécuniaire du demandeur, la nature et la durée des services invoqués, l'âge ou la position particulière.

ART. 7. — *Secours éventuels accordés à la suite du décès d'un fonctionnaire, employé ou agent de l'administration, à la veuve, aux orphelins ou aux ascendants du de cujus.* — Par dérogation aux dispositions de l'article 6 prévoyant l'enquête administrative préalable, lorsqu'un fonctionnaire faisant partie d'un cadre régulier ou un agent contractuel rétribué par un des budgets du Territoire, vient à décéder soit dans le Territoire, soit en France, il peut être accordé à sa veuve, ou à défaut à ses enfants sur leur demande et à titre de secours éventuel, une somme au plus égale à deux mois de la solde de présence majorée du supplément colonial s'il s'agit d'un fonctionnaire des cadres généraux et spéciaux créés par décret, ou des cadres communs supérieurs de l'A. O. F. détachés ou des cadres locaux européens, et à un mois de solde pour les agents des cadres locaux indigènes.

En ce qui concerne les agents contractuels, le montant du secours est limité au premier ou au second de ses maxima selon que les clauses du contrat prévoyaient ou ne prévoyaient pas l'attribution du supplément colonial.

Si le fonctionnaire décédé avait des ascendants à sa charge, il peut leur être attribué, dans les mêmes conditions et sur leur demande, une somme au plus égale à la moitié de celle susvisée.

Les secours ainsi accordés après le décès d'un fonctionnaire et au cours de l'exercice de la date du décès seront imputables sur les crédits du chapitre sur lequel était rétribué le fonctionnaire vivant.

Ils peuvent être attribués par les autorités locales même si les requérants sont domiciliés hors du Territoire.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 8. — Les fonctionnaires et anciens fonctionnaires détachés des autres départements ministériels dans le Territoire ainsi que les militaires des armées de terre, de mer et de l'air ne pourront solliciter de secours que de leur département d'origine. Il en sera de même pour leur veuve, ascendants et descendants.

Toutefois, en cas de services éclatants rendus au Territoire, ou de blessures reçues en service commandé aux colonies ils pourront bénéficier, eux, leurs veuves, descendants ou ascendants, des dispositions des articles 13 et 15 de l'arrêté ministériel n° 164/1 du 24 juin 1935.

ART. 9. — Toutes dispositions antérieures faisant l'objet des articles 1 à 6 inclus de l'arrêté n° 667 du 31 décembre 1934 sont abrogées.

ART. 10. — L'administrateur supérieur, ordonnateur-délégué des différents budgets du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au journal officiel du Togo.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Contingement

ARRETE N° 583 fixant le contingent des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche à admettre à l'importation pour l'année 1936 et déterminant la répartition individuelle de ce contingent.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 portant réglementation de l'alcool dans le territoire du Togo;

Vu les propositions de la chambre de commerce en date du 14 décembre 1935;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le contingent à l'importation des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche est fixé, pour l'année 1936, à six mille cinq cents litres.

ART. 2. — La répartition de ce contingent est fixée pour l'année 1936 ainsi qu'il suit :

| | |
|--|------------|
| Etablissements Moraitis et Clément | 575 litres |
| Société Anonyme G. B. Ollivant | 700 — |
| John Holt & Co Ltd. | 600 — |
| Compagnie Française de l'Afrique occidentale | 920 — |
| Deutsche Togo Gesellschaft | 290 — |
| The United Africa Company Ltd. | 800 — |
| Société Commerciale de l'Ouest Africain | 920 — |
| Société Générale du Golfe de Guinée | 920 — |
| R. Eychenne | 600 — |
| Ecole professionnelle de la mission catholique | 175 — |
| Total | 6.500 — |

ART. 3. — Sont exclus du contingent les alcools dénaturés introduits par les divers services administratifs et notamment par le service de santé.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Expulsion

ARRETE N° 590 prononçant expulsion du nommé AKACOUÉVI TERRAS Marcellin.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 15 juin 1927 habilitant le Commissaire de la République au Togo à prononcer l'expulsion des individus indésirables français ou étrangers;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est enjoint au nommé AKACOUÉVI TERRAS Marcellin, né à Grand-Popo (Dahomey) vers 1908, de AKACOUÉVI et de AYABA, de quitter le

territoire du Togo dans un délai de huit jours à compter de la notification du présent arrêté qui lui sera faite par les soins du chef du service de police et de sûreté.

ART. 2. — Au cas où le susnommé ne se conformerait pas à cet ordre, il sera expulsé.

ART. 3. — Il lui est interdit de réparaître sur toute l'étendue du territoire du Togo.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Electeurs à la chambre de commerce du Togo

ARRETE N° 593 portant établissement définitif de la liste des électeurs à la chambre de commerce du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo; ensemble les arrêtés des 24 décembre 1921, 29 février 1932 et 14 novembre 1933 le modifiant;

Vu l'arrêté n° 537 du 27 novembre 1935 portant désignation des membres de la commission chargée de l'établissement de la liste électorale en vue du renouvellement de la chambre de commerce du Togo;

Vu le procès-verbal de la réunion de la sus-dite commission en date du 30 novembre 1935;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée et arrêtée ainsi qu'il suit la liste des électeurs à la chambre de commerce du Togo établie par la commission prévue à l'article 6 de l'arrêté du 18 janvier 1928 susvisé :

I — ELECTEURS CITOYENS FRANÇAIS

M. M. BARETTE, agent de la F. A. O. — Lomé.

CURTAT Georges, agent de la S. G. G. G. — Lomé.

CHARLES, directeur de l'Industrie Coloniale — Lomé.

DURON, agent des Chargeurs Réunis — Lomé.

EYCHENNE Raymond, agent des établissements EYCHENNE — Lomé.

JACQUOT, entrepreneur — Lomé.

JUNQUET, directeur de la S. T. A. O. — Lomé.

MENOU, directeur de la B. A. O. — Lomé.

TROSSELY, agent de la S. C. O. A. — Lomé.

DE CAMPOS, agent de la S. C. I. A. — Aného.

CURTAT Paul, Palimé.

RODIER, directeur de la S. O. C. A. F. A. — Atakpamé.

FILLOT, directeur de la S. O. C. A. F. A. — Atakpamé.

II — ELECTEURS ÉTRANGERS :

M. M. ARCHAMBEAU, hotelier — Lomé.

BARBARESSO, agent de la G. B. Ollivant — Lomé.

CLÉMENT, agent de la Moraitis & Clément — Lomé.

M. M. CRUICKSHANK, agent de la John Walkden — Lomé.
 GARIGLIO, hotelier — Lomé.
 PERKINS, agent de la maison John Holt — Lomé.
 POETZCH, agent de la D.T.G. — Lomé.
 S. OLYMPIO, agent de la U.A.C. — Lomé.
 RAYMOND Albert, agent de la U.A.C. — Palimé.

III — ELECTEURS ORIGINAIRES DES PAYS PLACÉS
 SOUS MANDAT A FRANÇAIS :

M. M. WILLIAM Joseph, commerçant — Lomé.
 A. M. NASSAR, commerçant — Lomé.
 BECHARA AOUD, commerçant — Lomé.
 Raymond JAZZAR, commerçant — Lomé.
 Kalil JAZZAR, commerçant — Lomé.
 TOUFIC FERRIS, commerçant — Atakpamé.
 ALLAM Elias, commerçant — Sokodé.

IV — ELECTEURS ORIGINAIRES DES PAYS PLACÉS
 SOUS MANDAT B FRANÇAIS :

M. M. Michel BYLL Catharia, commerçant du cercle du
 sud.
 Andréas HUNGBEKEY, commerçant du cercle du
 sud.
 Tété AGBO Patrick, commerçant du cercle du sud.
 ANUMU ROLAND, — — — — —
 Joseph ADJETEY, — — — — —
 Paul GBADOE, — — — — —
 Henry AYIVI, — — — — —
 Lucas SENAYAH, — — — — —
 Peter ADJANGBA, — — — — —
 VINZ ADAMA AYIVI, — — — — —
 Albert John MENSAH, — — — — —
 AKAKPO AVOUMADJI, — — — — —
 John ZODANOU, — — — — —
 MENSAH CHRIDIJAH, — — — — —
 Théodore SEDJRO, — — — — —
 KITTI KUDAYOR, — — — — —
 F. SADALRA, — — — — —
 SEWODOR APETROH, — — — — —
 DJOKA AMEGNITOR, — — — — —
 John TAY, — — — — —
 John TENGUEY, — — — — —
 John Bernard, — — — — —
 KESSOUDE ILLOUETI, — — — — —
 Cornelius SANTOS, — — — — —
 Godlieb SEDJI, — — — — —
 KPETIGO LIBLA, — — — — —
 SAVI de TOVÉ, — — — — —
 E. A. WONAMEY, — — — — —
 Sam J. KOUVOR, — — — — —
 ATCHOUM, — — — — —
 MANASSI MADJA, — — — — —
 Henry AFANGBEDJI, — — — — —
 Andréas AKOUMANY, — — — — —
 ALFA TELAR, — — — — —
 Joseph AFOLABI, — — — — —
 Samuel AFOLABI, — — — — —
 Moses ZINADOU, — — — — —
 OLANIYONOU, — — — — —
 E. OLANIYONOU, — — — — —
 AMADOU ALABI, — — — — —
 Joseph KINSOLA, — — — — —
 James AKANDÉ, — — — — —
 Joseph BALOGOU, — — — — —

M. M. Martin AHOUISSOU, commerçant du cercle du sud.

SALIFOU SOUMANOU, — — — — —
 AMADOU ALABI, — — — — —
 Joseph KUKOU, — — — — —
 James ADJO, — — — — —
 SEMAGNON, — — — — —
 BOUNTHON YEHOUESSI, — — — — —
 GODJE, — — — — —
 Michel KOUVI, — — — — —
 AGLOGO DUTTEY, — — — — —
 Cornelius SANTOS, — — — — —
 Joseph COMLAN, — — — — —
 BAMEZON Emmanuel, — — — — —
 NADDOR, — — — — —
 David TECQUE, — — — — —
 Emmanuel DE SOUZA, — — — — —
 Daniel AKAKPO, — — — — —
 Hans KEMIDE, — — — — —
 François YEHOUESSI, — — — — —
 AFOVI, — — — — —
 Paul KODJOVI, — — — — —
 Edmond LAWSON, — — — — —
 KITALI, — — — — —
 GBENADO, — — — — —
 Raphaël SODATONOU, — — — — —
 Samuel GABA, — — — — —
 Félix SITI, — — — — —
 KOUÉVI GABA, — — — — —
 OTTO AMETÉPÉ, commerçant du cercle du centre.
 AMOUZOU KONOU, — — — — —
 Gottwald ATAKLO, — — — — —
 Isaac KOUDJODJI, — — — — —
 A. S. MALLET, — — — — —
 Richard ADIMAH, — — — — —
 ANANI ATIDIGA, — — — — —
 Félix GHARTEY, — — — — —
 Alphonse MESA, — — — — —
 Tété SOBOTE, — — — — —
 Joseph TOMETY, — — — — —
 APEKÉ OKLOU, — — — — —
 Simon NDANOU, — — — — —
 AGBEKO KLOUVI, — — — — —
 Ebenezer KATAPOU, — — — — —
 MENSAH TAMAKLOE, — — — — —
 PLAKTOR Faustin, — — — — —
 Thomas ACAKPOVI, — — — — —
 Andréas AGBODJAN, — — — — —
 Emile APEDO, — — — — —
 AMEKOTOÛ, — — — — —
 Gottfried KOFFI, — — — — —
 TORKOTO, — — — — —
 AUGUST, — — — — —
 Robert ARMATHOE, — — — — —
 Bernard WOAMEDE, — — — — —
 James ATAKPAH, — — — — —
 Alfred KODJO, — — — — —
 NDANOU, — — — — —
 Victor QUNTER, — — — — —
 AJAVON, — — — — —
 Winfried ANE, — — — — —
 Evans AGBEVAN, — — — — —
 YAWO AGBEVAN, — — — — —
 OUAMEDÉ Thomas, — — — — —

M. M. DJA AMEVO, commerçant du cercle du centre.

Robert ARMATHOE, —
 Godefroi BADOHU, —
 Joseph KODJOGA, —
 Martin SITI, —
 Michel SEGLA, —
 Jean OVIDIO DE SOUZA, —
 BAWA, —
 IBRAHIMA, —
 SALOMON, —
 GABRIEL, —
 MOTCHO Louis, —
 FANDOHAN ANDOLO, —
 AKPAKI Gabriel, —
 WAKLATCHI John, —
 SEDDOH Aloysius, —
 NYASSIAH, —
 AFIDEGNON Stanislaus, —
 DE SOUZA Ferdinand, —
 MENSAH AJANGBA, —
 AHADZI KOMLAN, —
 MENSAH Alphonse, —
 AMENOUVI EDOH, —
 AMENOUVI ALAGBÉ, —
 DOSSOU Daniel, —
 NA'ALLAH, —
 GNAVI Emmanuel, —
 SAMA, —
 GRUNITZKY Gérard, —
 LOCCOH Antoine, —
 MENSAH ADJANGBA François, —
 FATODJI Eloi Sylvain, —
 AKPA, —
 ROBERT, —
 DOSSOU, —
 KRODO, —
 NOUAMÉ BANDJÉ, —
 KOMLAN, —
 MOUTCHOU, —
 Daniel ELESSESSI, —
 TONA TAMERLOE, —
 ABLAWAVI, —
 FOLLY Nicodème, —
 David Kokou, —
 AFOUTOU, —
 KOUMEDZRO John, —
 Karl KOFFI, —
 ATIKPO Richard, —
 Benoît SETHO, —
 ALMEIDA, —
 TINOMI Laurent, —
 TAGBE, —
 MENSAH TEVI, —
 GNAGNON Joseph, —
 KITISSOU Michel, —
 GNADJOGBE GLIKPO, —
 AMEDODZI Winfried, —
 ALONWO Walter, —
 TOULASSI, —
 GAKPO, —
 SANVEE, —
 KOFFI, —
 EHOFIA Alexandre, —
 GRON, —

M. M. DOUMASSI Jean, commerçant du cercle du centre.

SIMON, —
 AMOUSSOU, —
 SENAYA, —
 THOMAS, —
 KOUAKOU, —
 GOUVIDE, —
 KONDO, —
 AKAKPO, —
 ALOUFA, —
 KOFFI, —
 KAKPO, —
 ADJAVI, —
 SODEKOU, —
 BALLONG, —
 AKAKPO, —
 GLONOU, —
 ATCHIRIMI, —
 KLOUMGBE, —
 ADRIEN, —
 DJIVA, —
 AGOUDA, —
 OGNOKOTAN, —
 ALOWONOU, —
 SOULE, —
 AKAKPO, —
 DJON, —
 SOSSA, —
 YOVOGAN, —
 DEGNIGAN, —
 TEKPO, —
 TAUMA, —
 TOKANOU, —
 MAHOUSI, —
 AMEGNINOU, —
 AFEDO, —
 ADJADONOU, —
 ADJAMAGBO, —
 BADOUGBOLOU, —
 ABALLO, —
 ABADJENE, —
 ADAKPO, —
 ASSOGBA, —
 AGOUNE, —
 AGBOTO, —
 DEGBE, —
 ETCHELANTE, —
 HOUNDJAGO, —
 KOKOFINA, —
 KOUASSI, —
 ATCHO, —
 TOSSOU, —
 ASSOGBA, —
 ASSOGBA, —
 ALPHONSE, —
 BAMEVO, —
 THIMOTHEE, —
 BENNO TOVI, —
 ATIOMBE, —
 EKLou François, —
 ADANOU Joseph, —
 ABOUTOUKPA, —
 ADRIM OSSE, —
 AKAKPO, —

M. M. ABALLO, commerçant du cercle du centre

ADJAVON, —
 KEKEH Andréas, —
 ANTROBA, —
 AKODA, —
 AKAKPO, —
 ALOGNIKOU, —
 KODJO, —
 AYEDAA, —
 LOSSOHOUN, —
 KOKOVI, —
 ROBERT, —
 EMMANUEL, —
 TENGUE, —
 TENGUE DOM, —
 TOSSOUKPE, —
 MENSAH Louis, —
 PADONOU, —
 ISAAC, —
 KEKEH Philippe, —
 JONATHAN, —
 MAHOVI, —
 PLAKTOR, —
 ANANI, —
 NICOLAUS, —
 AYAYA, —
 GAOU, —
 KOUNKPE Moïse, —
 CHOMIS, —
 GNAGBLONDRO, —
 DANIEL, —
 AGBOVON, —
 GNADER Michel, —
 OLLIVANT AKAKPO, —
 OLLIVANT HOUONKPE, —
 OLLIVANT AMEKPO, —
 HANOUKPO, —
 MATEKPO, —
 AMAVI, —
 ATOUKLOU, —
 HUNKPO, —
 AMAGLO, —
 ADAGBO, —
 CLÉMENT, —
 AGBO, —
 KITTA, —
 AMEKOU, —
 ETOU, —
 KOUASSI, —
 RICHARD, —
 LAURENT, —
 EDOUARD, —
 ADANGNISSO, —
 GOTTFRIED, —
 TOSSOU, —
 ETOU, —
 ADISSIN, —
 SENOU, —
 GLEGLÉ, —
 MENSAH, —
 ATIOMBÉ, —
 BYLL Michel, —
 DOKOU, —
 AGBENASSON, —

M. M. YENKEH, commerçant du cercle du centre.

GEORGES, —
 ZOUGNI, —
 JOHN, —
 IGNACE, —
 YEVON, —
 KOTOKOLI, —
 NATHANIEL, —
 GABA, —
 KOUÉVIAKOUÉ, —
 KOUWOWI, —
 GABRIEL, —
 ISAAC, —
 LEON, —
 AMAVI, —
 TOSSOU, —
 KOFFI, —
 DOTSE, —
 AKOUÉTÉ, —
 GABA, —
 KPOTI, —
 BLAVO, —
 DESSOU, —
 TOBIAS, —
 DAMOE, —
 AGBOLA, —
 KOUMADEY, —
 KOMLANVI, —
 FOLLY, —
 MENSAH, —
 KOUASSI, —
 CLÉMENT, —
 RICHARD, —
 ADJAGBO, —
 AMEKOU, —
 AMOUSSOU, —
 AGBO, —
 ETOU, —
 KITA, —
 EDOUARD, —
 ADANGNISSI, —
 Achille HUGUE, commerçant du cercle du nord, —
 FIAWOO Edmond, —
 LAWSON Edouard, —
 TONOU, —
 DOGBÉ, —
 GODO, —
 CESSIME, —
 Joseph YACOUBOU, —
 AJAVON Joseph, —
 ALI BODJONA, —
 NIKOUÉ Nicolaus, —
 AMADOU DJANDJARE, —
 AMADOU MANDE, —
 DJANDJA, —
 IDRISSOU, —
 KOUAKOU AOUANOU, —
 MAMA MAYANO, —
 MAMA YARBABA, —
 MALAM IBRAHIMA, —
 MELIGA, —
 MISSI QOUA, —
 MOUSSA BABA, —
 MATENDJA, —

M.M. OUMOROU, commerçant du cercle du nord.
 SALIFOU, — — — — —
 GARBA OUMOROU, — — — — —

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
 L'administrateur supérieur du Togo, chargé de
 l'expédition des affaires courantes et urgentes.*
 GEISMAR.

Modification aux tarifs du chemin de fer

ARRETE N° 595 portant modifications aux tarifs du chemin de fer et aux tarifs du wharf.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
 CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 29 janvier 1929 rendant applicables les tarifs des chemins de fer et du wharf du Togo homologués par dépêche ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 590 du 20 octobre 1931 instituant un prix ferme de transport de Palimé-Lomé pendant la grande campagne de cacao;

Vu l'arrêté n° 619 du 3 décembre 1934 fixant le prix de transport du cacao pendant la grande campagne 1934-1935;

Vu l'arrêté n° 427 du 19 septembre 1935 prorogeant pour la grande campagne 1935-1936 le prix de transport du cacao fixé par l'arrêté n° 619 du 3 décembre 1934;

Vu l'arrêté n° 16 du 6 janvier 1934 portant modifications au tarif du wharf;

Vu l'arrêté n° 514 du 9 novembre 1935 supprimant les dispositions de l'arrêté n° 590 du 21 octobre 1931 en ce qui concerne le prix de transport d'une tonne de cacao entre Atakpamé et Lomé;

Vu le rapport en conseil consultatif en date du 20 décembre 1935 (30^e séance);

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif spécial P. V. n° 6 — Barème L applicable au cacao est complété par le prix ferme suivant :

Cacao transporté par wagon complet entre Palimé ou Agou et Lomé 75 francs la tonne, frais accessoires compris, mais non compris les droits d'enregistrement et de timbre, ni les taxes de voie urbaine.

ART. 2. — L'arrêté n° 16 du 6 janvier 1934 modifiant les tarifs du wharf est complété comme suit :

Les produits ci-après dénommés sont taxés à l'exportation à 20 francs la tonne par fraction indivisible d'une tonne.

ART. 3. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 427 du 19 septembre 1935 susvisé.

ART. 4. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 25 décembre 1935 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. le Commissaire de la République p. i.
 l'administrateur supérieur du Togo,*
 GEISMAR.

Tarif spécial P. V.

ARRETE N° 596 complétant le tarif spécial P. V. n° 1 bis approuvé par arrêté n° 154 du 8 avril 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
 CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 154 du 8 avril 1935 approuvant le tarif spécial P. V. n° 1 bis;

Vu la dépêche ministérielle n° 3357 du 12 novembre 1935;

Vu le procès-verbal du 29^e séance du conseil consultatif du chemin de fer du Togo en date du 18 décembre 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif spécial P. V. n° 1 bis (location de wagons pour le transport des marchandises sur la ligne Lomé-Atakpamé-Agbonou-Blitta) est complété ainsi qu'il suit :

Au paragraphe I ajouter :

« Chaque expéditeur et destinataire intermédiaire est considéré pour l'exécution du contrat de transport comme le mandataire du demandeur ».

Au paragraphe III ajouter :

« Pour les marchandises de dimensions exceptionnelles les majorations prévues à l'article 113 des tarifs seront applicables pour la distance partielle sur laquelle ces marchandises auront été transportées effectivement ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. le Commissaire de la République p. i.
 l'administrateur en chef GEISMAR, administrateur
 supérieur du Togo, chargé de l'expédition
 des affaires courantes et urgentes.*
 GEISMAR.

Remboursement de trop perçu

ARRETE N° 598 autorisant, au profit de la société commerciale de l'Ouest Africain, le remboursement de la somme de 446 f, 65, trop perçue au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le Territoire des produits de toute origine ou provenance;

Vu l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1925 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice;

Vu l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935 fixant les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice perçus dans le territoire du Togo;

Vu les certificats de contre liquidation établis en date du 5 novembre 1935 par le service des douanes;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé au profit de la Société Commerciale de l'Ouest Africain le remboursement de la somme globale de quatre cent quarante six francs soixante cinq centimes (446 f, 65) représentant :

1° — Quatre cent quarante francs soixante cinq centimes (440 f, 65) trop perçus au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires.

2° — Six francs (6f.) remboursement de timbres fiscaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République absent
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

ARRETE N° 599 autorisant le remboursement à des maisons de commerce des sommes perçues en trop au titre de la taxe sur le tonnage importé et exporté.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 juin 1922 établissant une taxe au profit de la chambre de commerce sur le tonnage importé et exporté et l'arrêté du 2 janvier 1934 le modifiant;

Vu les certificats de contre liquidation établis à la date du 6 novembre 1935 par le service des douanes à Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé au profit de la maison EYCHENNE le remboursement de la somme globale de quatre cent dix neuf francs (419 frs.) représentant :

1° — Quatre cent seize francs (416 frs.) trop perçus par la chambre de commerce au titre de la taxe sur le tonnage importé et exporté.

2° — Trois francs (3 frs.) remboursement de timbre fiscal.

ART. 2. — Est autorisé au profit de la Société Commerciale de l'Ouest Africain le remboursement de la somme globale de cent six francs, vingt centimes (106 frs. 20) représentant :

1° — Cent trois francs (103 frs.) trop perçus par la chambre de commerce au titre du tonnage importé et exporté.

2° — Trois francs (3 frs.), remboursement de timbre fiscal.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République absent
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*
GEISMAR.

Emprises de la voie du réseau ferré du Togo

ARRETE N° 597 fixant les emprises de la voie du réseau ferré du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 15 février 1889 portant réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le décret du 23 décembre 1922 promulgué au Togo par arrêté n° 33 du 31 janvier 1923 rendant applicables au Togo les dispositions du décret du 24 juillet 1906 portant organisation du régime de la propriété foncière dans les colonies et territoires relevant du gouvernement de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu l'arrêté du 1er avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926 susvisé;

Vu le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1934 portant organisation au Togo d'un service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le plan en date du 26 juin 1909 des emprises de la voie Lomé-Anécho;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les emprises de la voie du réseau ferré du Togo sont fixées comme suit :

Ligne Lomé-Anécho. — Les emprises sont définies par le plan de bornage établi le 26 juin 1909. Des bornes posées en conformité de ce plan matérialisent les emprises sur le terrain.

Dans une zone de 40 mètres (20 mètres de chaque côté de l'axe de la voie, aucune construction, aucune clôture ne pourra être élevée, aucun dépôt d'objet pouvant provoquer le feu ne pourra être constitué sans une autorisation spéciale du Commissaire de la République, après avis du chef du service du chemin de fer.

Ligne Lomé-Palimé : 50 mètres.

(25 mètres de chaque côté de l'axe de la voie).

Ligne Lomé-Atakpamé : 50 mètres.

(25 mètres de chaque côté de l'axe de la voie).

Ligne Agbonou-Bliita : 50 mètres.

(25 mètres de chaque côté de l'axe de la voie).

Toutefois, dans la traversée des agglomérations et autour des gares, canalisations d'eau, habitations de chefs de districts, campements des ouvriers de la voie, carrières en exploitation ou à ouvrir, etc. . . , dans le cas où elles ne sont pas déjà déterminées, les emprises seront fixées par décision spéciale du Commissaire de la République, approuvant des plans de bornage établis après une enquête de commodo et incommodo dont la durée est fixée à un mois et dont les modalités seront fixées par décision du Commissaire de la République.

ART. 2. — Les terrains déjà régulièrement immatriculés situés pour tout ou pour partie dans la bande ainsi fixée ne sont pas affectés par le présent arrêté.

Toutefois, il ne pourra être élevé sur la partie comprise dans l'emprise aucune nouvelle construction, aucune clôture, ni entrepris aucun travail confortatif sans autorisation du Commissaire de la République délivrée après consultation du chef du service du chemin de fer et du commandant de cercle.

Au cas où les terrains situés dans l'emprise deviendraient nécessaires au chemin de fer, il serait procédé à leur acquisition par voie d'échange, de cession amiable ou par expropriation prévue au décret du 15 février 1889 rendu applicable au Togo par le décret du 22 mai 1934.

ART. 3. — Les indigènes titulaires de droits d'usage sur les terrains compris dans l'emprise de la voie, continueront à les exercer sous réserve des dispositions suivantes :

1^o — Aucune construction, aucune clôture, ne pourra être élevée ni aucun travail confortatif entrepris sans autorisation du Commissaire de la République délivrée dans les conditions prévues à l'article 2.

2^o — En ce qui concerne les cultures, les indigènes devront se conformer aux mesures ci-après :

a) Aucune culture ne peut être effectuée par les riverains à moins de 5 mètres mesurés à partir de l'axe de la voie lorsque celle-ci est posée au niveau du terrain (voie sans terrassement) et de deux mètres à partir du pied du talus de remblai ou du sommet de talus de déblai.

b) Les travaux de culture ne devront gêner en aucune façon le système d'assainissement de la plateforme réalisé ou à réaliser.

Au cas où les terrains indiqués dans le présent article deviendraient nécessaires au chemin de fer, le dommage en résultant pour les usagers serait indemnisé dans les formes prévues à l'article 10 du décret du 13 mars 1926.

ART. 4. — La délimitation des emprises et la pose éventuelle des bornes seront effectuées aux frais du budget du chemin de fer.

ART. 5. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté seront abrogées.

ART. 6. — Par application de l'article 8 du décret du 13 mars 1926 organisant le domaine public au Togo les infractions au présent règlement seront punies d'une peine de 1 à 300 francs d'amende sans préjudice des réparations du dommage causé. Toutefois, en ce qui concerne les contrevenants de statut indigène il pourra être fait application des punitions disciplinaires prévues par le décret du 24 mars 1923.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Rôles

ARRETE No 600 approuvant et rendant exécutoires certains rôles afférents à l'exercice 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt personnel;

Vu les arrêtés du 22 octobre 1929 en date du 23 novembre 1930 réglementant l'impôt sur la population flottante;

Vu l'arrêté du 18 décembre 1934 fixant le taux des rachats de prestations;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt de la patente;

Vu les arrêtés du 15 novembre 1930 et du 30 novembre 1932 réglementant l'impôt de la licence;

Vu les arrêtés du 29 juin et du 22 octobre 1934 sur les permis de port d'armes;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant la taxe sur les véhicules;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant la taxe d'hygiène;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1932 réglementant la taxe d'assistance médicale indigène;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1935 dont le détail suit et qui s'élève à la somme totale de : cinquante sept mille, huit cent cinquante quatre francs, cinquante centimes (57.854 frs. 50).

| N ^o DES ROLES | CERCLES | NATURE DE L'IMPOT | BUDGET LOCAL | | | TOTAL |
|--------------------------|----------------------|----------------------------|--------------|------------------------------------|-------------------------------------|-----------|
| | | | PRINCIPAL | Centimes additionnels Budget Local | Centimes additionnels Commune Mixte | |
| 363 | (Sud) Aného | Impôt pers. sur les europ. | 338,25 | — | — | 338,25 |
| 364 | Lomé (C. M.) | Impôt pers. indigène C. S. | 1.346,25 | — | 104,00 | 1.450,25 |
| 365 | — | — | 770,00 | — | 77,00 | 787,00 |
| 366 | — | — | 3.360,00 | — | 336,00 | 3.696,00 |
| 367 | — | — | 10.720,00 | — | 1.072,00 | 11.792,00 |
| 368 | Lomé (Subdiv.) | — | 2.190,00 | — | — | 2.190,00 |
| 369 | — | — | 280,00 | — | — | 280,00 |
| 370 | (Centre Sub.) Palimé | — | 70,00 | — | — | 70,00 |
| à reporter | | | 19.074,50 | — | 1.589,00 | 19.603,50 |

| N° DES ROLES | CERCLES | NATURE DE L'IMPOT | BUDGET LOCAL | | | TOTAL |
|--------------|-----------------|-------------------------------|--------------|------------------------------------|-------------------------------------|-----------|
| | | | PRINCIPAL | Centimes additionnels Budget Local | Centimes additionnels Commune Mixte | |
| | | report . . . | 19.074,50 | — | 1.589,00 | 19.603,50 |
| 371 | (Sud) Anécho | Rachat de prest. sur europ. | 60,00 | — | — | 60,00 |
| 372 | Lomé (C. M.) | Rachat de prest. sur indigène | — | — | 126,00 | 126,00 |
| 373 | — | — C. S. — | — | — | 126,00 | 126,00 |
| 374 | — | — | — | — | 540,00 | 540,00 |
| 375 | — | — | — | — | 13.086,00 | 13.086,00 |
| 376 | (Sud) Lomé | — | 162,00 | — | — | 162,00 |
| 377 | — | — | 12.654,00 | — | — | 12.654,00 |
| 378 | (Centre) Palimé | — | 12,00 | — | — | 12,00 |
| 379 | (Sud) Anécho | Taxe d'Hygiène . . . | 70,00 | — | — | 70,00 |
| 380 | Lomé (C. M.) | Taxe d'A. M. I. C. S. | 560,00 | — | — | 560,00 |
| 381 | — | — | 385,00 | — | — | 385,00 |
| 382 | — | — | 1.680,00 | — | — | 1.680,00 |
| 383 | — | — C. O. | 6.432,00 | — | — | 6.432,00 |
| 384 | (Sud) Lomé | — C. S. | 1.095,00 | — | — | 1.095,00 |
| 385 | — | — C. O. | 168,00 | — | — | 168,00 |
| 386 | (Centre) Palimé | — C. S. | 35,00 | — | — | 35,00 |
| | | | 42.387,50 | — | 15.467,00 | 57.854,50 |

ART. 2. — La date de mise en recouvrement est fixée au 28 décembre 1935.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République absent
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Règlementation des bourses

ARRETE N° 612 modifiant l'article premier de l'arrêté n° 607 en date du 26 novembre 1934 portant réglementation nouvelle des bourses accordées aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo et des allocations attribuées aux jeunes métis résidant au Territoire.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 607 en date du 26 novembre 1934 portant réglementation nouvelle des bourses accordées aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo et des allocations attribuées aux jeunes métis résidant au Territoire;

Vu la décision n° 467 du 6 décembre 1935 chargeant l'administrateur supérieur du Togo de l'expédition des affaires courantes et urgentes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 2 de l'article premier de l'arrêté du 26 novembre 1934 susvisé est ainsi modifié :

Les demandes seront adressées par l'intermédiaire du directeur de l'école régionale au commandant du cercle ou à l'administrateur-maire qui devra les faire parvenir au Commissaire de la République (bureau des finances) avant le 1^{er} mars de chaque année.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République absent
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Prorogation de crédits

ARRETE N° 613 portant prorogation de crédits jusqu'au 28 février 1936.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 7 septembre 1935 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1935;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1936 la période pendant laquelle pourront s'achever les services de matériel ayant fait l'objet des délégations de crédits ci-après désignées :

BUDGET LOCAL

CHAPITRE IX. — Art. 1. — § 1. — Cercle du nord. — Réfection ligne téléphonique Bassari-Kachamba.

CHAPITRE X. — Art. 1. — § 1. — Cercle du nord. — Réfection ligne téléphonique Bassari-Kachamba.

CHAPITRE X. — Art. 2. — § 2. — Travaux publics. — Remplacement pylône nord de la T. S. F.

CHAPITRE XI. — Art. 3. — § 1. — Travaux publics. — Réfection bâtiments scolaires.

CHAPITRE XI. — Art. 3. — § 1. — Travaux publics. — Aménagement salle d'opérations Lomé.

CHAPITRE XI. — Art. 3. — § 1. — Cercle du sud. — Construction dispensaire Mission-Tové.

CHAPITRE XI. — Art. 3. — § 1. — Cercle du centre. — Achèvement bâtiment des bureaux (Palimé).

CHAPITRE XI. — Art. 3. — § 2. — Cercle du sud. — Réfection et rechargement partiel des portions de route entre Afagna, Agomé-Glozou, Akou, Akoumapé, Tchékpo et Anécho-Lomé, route Anécho-Tabligbo.

CHAPITRE XI. — Art. 3. — § 2. — Cercle du centre. — Dérivation de la route Blitta-gare vers Sokodé. Achèvement d'un pont au delà de Klabé-Afokpa.

CHAPITRE XI. — Art. 3. — § 2. — Cercle du centre. — Grosses réparations du pont sur la Blissatogbé. Grosses réparations du pont sur la route Kpadafé. Grosses réparations à la route de Dafo.

CHAPITRE XI. — Art. 3. — § 2. — Cercle du nord. — Réfection ponts route Blitta-Bassari.

CHAPITRE XI. — Art. 4. — § 2. — Cercle du centre. — Achèvement de la route d'Okou et construction de ponts et ponceaux.

CHAPITRE XI. — Art. 4. — § 2. — Cercle du nord. — Aménagement route du Malfacassa.

CHAPITRE XI. — Art. 6. — § 1. — Cercle du nord. — Déviation route Malfacassa.

ART. 2. — L'administrateur supérieur, le chef du service des travaux publics, les commandants des cercles du sud, centre et nord sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 30 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Prime aux cafés exportés

ARRETE N° 616 fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le 1^{er} trimestre de l'année 1936.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant : 1^o création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat; 2^o établissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée;

Vu l'arrêté du 22 février 1933 réglementant l'attribution de la prime à l'exportation des cafés;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1935 fixant le prix de revient du café, par kilogramme, dans le territoire du Togo;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 146 du 25 décembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La prime prévue à l'article 17 du décret du 31 mai 1931 susvisé est fixée à cinquante centimes (0,50) par kilogramme pour les exportations effectuées du 1^{er} janvier au 31 mars 1936 inclus.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 31 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

RECTIFICATIF à la décision N° 151 du 13 novembre 1935 fixant les modalités d'application de la prime de transport en faveur des produits oléagineux.

à l'ARTICLE PREMIER. — Paragraphe 4 (calcul des distances).

Au lieu de :

Kandé 313 kms.

Lire :

Kandé 213 kms.

Lomé, le 23 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République
L'administrateur supérieur*

GEISMAR.

NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nomination

Par décision du :

26 décembre 1935. — La décision n° 490 du 16 décembre 1935 est et demeure rapportée.

M. SIRO, instituteur principal de 1^{re} classe, directeur du centre scolaire de Lomé, est chargé des classes de vacances du cours de perfectionnement des moniteurs, du 9 décembre 1935 au 9 janvier 1936 inclus.

M. SIRO aura droit à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

Affectations

Par décisions des :

24 décembre 1935. — M. LAUQUÉ, adjoint principal des services civils, est désigné provisoirement comme chef de la subdivision d'Atakpamé, en remplacement de M. VUILLET, administrateur-adjoint des colonies, rapatrié.

26 décembre 1935. — M. le médecin-lieutenant JUGUET, précédemment en service à l'hôpital de Lomé, est affecté à la subdivision sanitaire de Sokodé.

M. le médecin-lieutenant BENDERITTER attendu à Lomé le 26 décembre 1935, par le paquebot *Asie*, est mis à la disposition du médecin chef de l'hôpital de Lomé.

24 décembre 1935. — M. CHABANON, élève-administrateur des colonies, attendu à Lomé vers le 25 décembre 1935 par s/s *Asie*, est affecté au bureau des finances.

26 décembre 1935. — M. NATIVEL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé chef de la subdivision de Lomé, en remplacement de M. MOAL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, hospitalisé.

M. NATIVEL exercera cumulativement ses fonctions avec celles de chef de la subdivision de Tsévié.

M. DASSONVILLE, adjoint principal des services civils du Togo, est nommé agent spécial de Tsévié avec résidence à Lomé.

17 décembre 1935. — M. le pharmacien-capitaine COADER, mis à la disposition du chef du service de santé par décision n° 472 du 8 décembre 1935, remplira les fonctions de comptable gestionnaire de la pharmacie d'approvisionnement, de directeur de la pharmacie de détail de Lomé et du laboratoire de chimie, d'inspecteur des pharmacies, en remplacement du pharmacien capitaine DELOURMEL, rapatriable.

31 décembre 1935. — L'article premier de la décision n° 492 du 16 décembre 1935, est complété comme suit :
« Cet agent » est chargé en outre de la comptabilité de la section de liquidation de la construction du chemin de fer central togolais ».

Passage

Par décision du :

31 décembre 1935. — Une réquisition de passage de retour par anticipation Lomé-Dakar, en 3^e classe, (4^e catégorie), sur le paquebot *Jamaïque*, attendu à Lomé vers le 31 janvier 1936, est accordée à madame DESIRE et à ses deux enfants âgés de 7 ans et 5 ans et demi, famille d'un sergent-chef de l'infanterie coloniale en service hors cadres au Togo.

Indemnité

Par décision du :

31 décembre 1935. — Le sergent-chef DESIRE, moniteur européen d'E. P., désigné par décision n° 431 du 15 novembre 1935 portant ouverture de stage d'éducation physique, comme adjoint au chef du service d'E. P. du 9 décembre 1935 au 9 janvier 1936, aura droit, durant cette période, à l'indemnité prévue au tableau annexé à l'arrêté n° 324 du 20 mai 1933.

PERSONNEL INDIGÈNE

Engagements

Par décisions des :

31 décembre 1935. — Le nommé D'ALMEIDA Stephan, est engagé en qualité de commis-auxiliaire au salaire mensuel de 125 francs (cent-vingt-cinq francs), et est mis à la disposition du chef du service de santé, à Porto-Novo, pour compter du 1^{er} janvier 1936.

24 décembre 1935. — M. AMAIZO KOUÉVI Charles, est engagé en qualité de commis-auxiliaire au salaire mensuel de 150 francs.

Il est mis à la disposition du chef du service météorologique.

31 décembre 1935. — M^{lle}. Fausta DE MEDEIROS, est engagée en qualité d'infirmière auxiliaire et est mise à la disposition du médecin-chef de l'hôpital de Lomé, pour remplir les fonctions d'infirmière visiteuse.

Son salaire mensuel est fixé à deux cent cinquante francs (250 francs).

Nomination

Par décision du :

19 décembre 1935. — Est désigné pour remplir les fonctions d'agent des postes à Pagala, le facteur auxiliaire HUGO FUMBY, en remplacement du facteur auxiliaire Valère ASSAGBA.

Démission

Par décision du :

30 décembre 1935. — M. AGBOFOU Anthony, interprète principal de 5^e classe, affecté à Lomé par décision n° 16 du 14 janvier 1935 n'ayant pas rejoint son poste, est considéré comme démissionnaire de son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1935.

Titularisation

Par arrêté du :

30 décembre 1935. — Le moniteur de l'enseignement officiel, SITI Jean, est titularisé moniteur de 6^e classe à compter du 1^{er} janvier 1936, date d'expiration de son stage.

Affectations

Par décisions des :

30 décembre 1935. — Les agents indigènes ci-dessous désignés, sont placés dans la position de service détaché et mis à la disposition du lieutenant-gouverneur du Dahomey pour tenir cumulativement des emplois au Dahomey et au Togo, pour les services des chemins de fer et services annexes à compter du 1^{er} janvier 1936 :

Michel FOLLY, commis d'administration de 1^{re} classe,
Christophe ZINSSOU, commis d'administration de 2^e classe,

Victor GNASSOUNOU, commis d'administration de 2^e classe,

Jean HUNDT, commis d'administration de 6^e classe,
PENDRA Félix, commis d'administration de 6^e classe,
Aurélien COMLAVI, commis d'administration de 7^e classe,

Martin APETE, commis d'administration de 8^e classe,
Samuel EYEBIYI, commis d'administration de 8^e classe,
Antoine AHOUNANDJINO, commis auxiliaire assimilé à la 5^e classe,

Joseph BOHN, commis auxiliaire à 250 frs. par mois,
DE MEDEIROS Ignace, facteur à 12.000 francs par an,
Germain LIMOAN, planton de 8^e classe,

JACOB Paul, facteur enregistreur de 1^{re} classe,
TETE Antoine, facteur enregistreur de 2^e classe,
FEBON Thomas, facteur enregistreur de 2^e classe,
Benjamin LASSEY, facteur enregistreur de 2^e classe,
D'ALMEIDA Cypriano, facteur enregistreur de 3^e classe.

1^{er} décembre 1935. — Le commis-auxiliaire Félix DIEUDONNÉ JOHNSON, au salaire journalier de sept francs, précédemment en service au tribunal de 1^{re} instance à Lomé, est affecté provisoirement à la subdivision d'Anécho (cercle du sud).

Décision rapportée et congé accordé

Par décision du :

17 décembre 1935. — Est et demeure rapportée la décision n° 189 du 11 décembre 1935 accordant une permission au commis d'administration de 6^e classe ADJEVI Sylvain.

Une permission de 16 jours, avec solde, valable du 9 au 24 décembre 1935 inclus, est accordée au commis d'administration de 6^e classe ADJEVI Sylvain, en service à la direction du service de santé, pour en jouir à Lomé.

Congés

Par décisions des :

31 décembre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 janvier 1936 inclus, au mécanicien conducteur OTTO REINHARDT, en service au cercle du centre, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 au 31 janvier 1936 inclus, à l'ouvrier de 7^e classe PIERRE LAWSON, en service au wharf de Lomé, pour en jouir au Territoire.

26 décembre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 janvier 1936 inclus, au surveillant de route de 7^e classe ARSOU ALEX, en service à la commune mixte de Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 au 31 janvier 1936 inclus, au facteur des P. T. T. ADEGNIKA François, en service à Lomé, pour en jouir au Dahomey.

30 jours, du 6 janvier au 4 février 1936 inclus, à l'ouvrier de 7^e classe ADADÉ Théophile, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 6 janvier au 4 février 1936 inclus, à l'ouvrier de 8^e classe MAMA DADI, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 10 janvier au 8 février 1936 inclus, à l'ouvrier de 6^e classe AMOUSSOU Daniel, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 décembre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 janvier 1936 inclus, à l'ouvrier de 7^e classe AVOUNJIGBE Daniel, en service au wharf, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 10 janvier au 8 février 1936 inclus, au facteur enregistreur de 1^{re} classe VIEYRA Marcellin, en service à l'exploitation du chemin de fer du Togo, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

Permissions

Par décision des :

28 décembre 1935. — Une permission de 14 jours, avec solde, valable du 30 décembre 1935 au 12 janvier 1936 inclus, est accordée au secrétaire-auxiliaire des greffes et parquet de l'A. O. F. AKA Jacques, en service au tribunal de 1^{re} instance de Lomé, pour se rendre en Côte d'Ivoire.

7 décembre 1935. — Une permission de 8 jours, avec solde, valable du 12 au 19 décembre 1935 inclus, est accordée au facteur-enregistreur de 3^e classe AJAVON Sébastien René, en service au chemin de fer du Togo (gare d'Agou), pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

Punitions

Par décision des :

24 décembre 1935. — Une punition de 8 jours de suspension de solde, est infligée à chacun des agents ci-après :

KPADE Joseph, moniteur-auxiliaire de 2^e classe,
BARNABÉ AMÉHAMÉ, moniteur-auxiliaire de 3^e classe, en service à la circonscription agricole du centre, pour négligence dans leur service.

17 décembre 1935. — Le garde-frontière DIAWARA MAMADOU est révoqué.

Une punition de 15 jours de suspension de solde est infligée au garde-frontière stagiaire BINOGDO N'Tabou.

Indemnité

Par décision du :

30 décembre 1935. — Une indemnité de licenciement de trois cent cinquante francs, est accordée à l'ex-dactylographe journalier FUMAY Emmanuel, licencié pour suppression d'emploi.

Cette dépense est imputable au chapitre IV, article 2, paragraphe 6 du budget local, exercice 1935.

FORCES DE POLICE**Nominations**

Par arrêté du :

31 décembre 1935. — Sont nommés ou promus pour compter du 1^{er} janvier 1936 (prise de rang et droit à la solde compris) :

1^{er} — *Brigadier-chef de 1^{re} classe :*

KOFFI, brigadier-chef de 2^e classe, N^o Mle 26, du peloton du centre.

2^o — *Brigadier-chef de 2^e classe :*

KOKOU TAMBERMA, brigadier de 1^{re} classe, N^o Mle 38, du peloton du centre.

3^o — *Brigadier de 1^{re} classe :*

ALI BASSARI, brigadier de 2^e classe, N^o Mle 508, du peloton du nord, (à titre exceptionnel).

KATCHAME, brigadier de 2^e classe, N^o Mle 688, du peloton du nord (à titre exceptionnel).

SIBITI, brigadier de 2^e classe, N^o Mle 900, du peloton du sud.

BONKPASSE, brigadier de 2^e classe, N^o Mle 936, du peloton du centre.

Inscription au tableau d'avancement

Par arrêté du :

31 décembre 1935. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour 1936 :

1^{er} — *Pour le grade de brigadier-chef de 1^{re} classe :*

KOFFI, brigadier-chef 2^e classe, Mle 26, du peloton du centre (inscription nouvelle).

2^o — *Pour le grade de brigadier-chef de 2^e classe :*

KOKOU TAMBERMA, brigadier 1^{re} classe, Mle 38, du peloton du centre.

BESSI, brigadier 1^{re} classe, Mle 1013, du peloton du centre.

Esso, brigadier 1^{re} classe, Mle 1012, du peloton du nord. Déjà inscrits au tableau d'avancement de 1935.

3^o — *Pour le grade de brigadier de 1^{re} classe :*

ALI BASSARI, brigadier 2^e classe, Mle 508, du peloton du nord.

KATCHAME, brigadier 2^e classe, Mle 688, du peloton du nord. Inscription nouvelle, à titre exceptionnel.

SIBITI, brigadier 2^e classe, Mle 900, du peloton du sud, (à titre exceptionnel).

BONKPASSE, brigadier 2^e classe, Mle 936, du peloton du centre.

SAKARY, brigadier 2^e classe, Mle 632, du peloton du sud.

TIEKOURA BOUGONO, brigadier 2^e classe, Mle 347, du peloton du centre. Déjà inscrits au tableau d'avancement de 1935.

BOLA, brigadier 2^e classe, Mle 220, du peloton du sud, (inscription nouvelle).

4^e — Pour le grade de brigadier de 2^e classe :

KOMBATE, garde 1^{re} classe, Mle 940, du peloton du nord.

AOUSSOBA, garde 1^{re} classe, Mle 959, du peloton du centre.

ENGLISH, garde 1^{re} classe, Mle 667, du peloton du sud.
BOUKARY II, garde 1^{re} classe, Mle 402, du peloton du nord.

ADAM, garde 1^{re} classe, Mle 962, du peloton du nord.

NANA, garde 1^{re} classe, Mle 801, du peloton du centre.

ABINATA, garde 1^{re} classe, Mle 354, du peloton du centre. Déjà inscrits au tableau d'avancement de 1935.

ALASSANE II, garde 1^{re} classe, Mle 693, du peloton du nord, (inscription nouvelle).

5^e — Pour le grade de garde de 1^{re} classe :

COALANI, garde 2^e classe, Mle 677, du peloton du nord.
TOATA, garde 2^e classe, Mle 512, du peloton du nord.

SINTOHOU, garde 2^e classe, Mle 518, du peloton du centre.

MISSA I, garde 2^e classe, Mle 775, du détachement police Lomé.

FOSSAGA, garde 2^e classe, Mle 821, du peloton du sud.
ZOTO Gaston, garde 2^e classe, Mle 862, du peloton du sud.

DOUTI II, garde 2^e classe, Mle 678, du peloton du centre.

AIBA, garde 2^e classe, Mle 653, du peloton du centre. Déjà inscrits au tableau d'avancement de 1935.

Licenciements

Par arrêté du :

20 décembre 1935. — Sont licenciés à compter du 1^{er} janvier :

Pour mauvaise manière habituelle de servir :

AGBEZOUNDO FIOHOU, garde de 2^e classe, N° Mle 1038, du détachement de la police Lomé.

KONE SAINY, garde de 2^e classe, N° Mle 1002, du détachement de la police Lomé.

Pour mauvaise conduite habituelle :

ZATO, garde de 2^e classe, N° Mle 1031, du peloton du nord (Sokodé).

1^{re} — Compagnie de milice :

Permissions

Par décision du :

18 décembre 1935. — Une permission de 30 jours à compter du 1^{er} janvier 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité du transport (pour lui et sa famille), est accordée au milicien de 1^{re} classe YONE, N° Mle M./128/B. T. de la P. C. Lomé, pour en jouir à Boko (subdivision de Mango).

Une permission de 15 jours à compter du 16 décembre 1935, délais de route non compris, avec solde de présence et sans la gratuité du transport, est accordée au stagiaire de la catégorie B. YAGBA, N° Mle M./411/B. T. de la 4^e section de milice Anécho, pour en jouir à Chra (cercle du centre).

2^e — Garde indigène :

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter des :

28 décembre 1935. — GAOUA, garde de 1^{re} classe, N° Mle 1014, du peloton du nord.

1^{er} janvier 1936. — NIANGOULAM, adjudant-chef N° Mle 901, du peloton du nord.

ISSIROU, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 59, du peloton du nord.

BINATAMA, garde 2^e classe, N° Mle 247, du peloton du nord.

1^{er} février 1936. — BOKO, garde de 1^{re} classe, N° Mle 1.015, du peloton du nord.

6 février 1936. — KALAKASSI, garde de 1^{re} classe, N° Mle 937, du peloton du nord.

OURO HARA, garde de 2^e classe, N° Mle 943, du peloton du nord.

Affectations

Sont affectés à compter du :

1^{er} janvier 1936 au peloton de dépôt Lomé. — DOHA DOTOBA, brigadier de 2^e classe, N° Mle 200, de la police municipale Lomé.

ADJA, garde de 1^{re} classe, N° Mle 1028, de la police municipale Lomé.

DIONI, garde de 1^{re} classe, N° Mle 978, de la police municipale Lomé.

GBATI, garde de 1^{re} classe, N° Mle 917, de la police municipale Lomé.

BOUKARI I, garde de 1^{re} classe, N° Mle 921, de la police municipale Lomé.

DIEGNA OURIBALÉ, garde de 2^e classe, N° Mle 215, de la police municipale Lomé.

Martin HOUNDO, garde de 2^e classe, N° Mle 885, de la police municipale Lomé.

NABILOA TAOULESSI, garde de 2^e classe, N° Mle 766, de la police municipale Lomé.

Gratifications

Par décision du :

31 décembre 1935. — Sont accordées, les gratifications suivantes aux miliciens ci-après désignés :

a). — 1^{re} section (Nawaré) :

Gratifications de 50 francs

KOUABIZOU, caporal, N° Mle M/371/A. C.

TCHAOU, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/189/B. T.

BAJALA COTOCOLI, milicien de 2^e classe, N° Mle M/382/A. T.

KPATCHAZI, stagiaire catégorie B. N° Mle M/415/B. T.

Gratifications de 25 francs

PANGAZOULA, milicien de 2^e classe, N° Mle M/282/A. C.

KOUKA I, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/231/A. C.

SAMBA KOULIBALI, stagiaire catégorie B., N° Mle M/399/B. S.

NIAMA, milicien de 2^e classe, N° Mle M/302/B. T.

NAKOUTCHA, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/232/A. T.
 KOAKOAO, milicien de 2^e classe, N° Mle M/395/A. T.
 FALLANI, milicien de 2^e classe, N° Mle M/344/A. D.
 ASSOGBA, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/307/A. D.
 KIRSAMA, milicien de 2^e classe, N° Mle M/284/A. C.
 SOUMLAOUENDE, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/393/A. C.

PANDJA, stagiaire catégorie B., N° Mle M/404/B. T.
 AGBA, caporal, N° Mle M/118/B. T.
 BAGNAN, caporal, N° Mle M/61/B. T.
 BAORE, milicien de 2^e classe, N° Mle M/279/A. C.
 HINDE HOUFON, milicien de 2^e classe, N° Mle M/396/A. D.
 ADAMOÛ DOUROU, milicien de 2^e classe, N° Mle M/405/A. S.

YANDE, stagiaire catégorie B., N° Mle M/409/B. T.
 MOUSSA KOULIBALI, milicien de 2^e classe, N° Mle M/394/A. S.

Ont participé à la tournée de police en pays Konkomba, en avril et mai 1935.

b) — 2^e section (C. M. Lomé) :

Gratifications de 25 francs

Théodore ZAUTO, caporal stagiaire, N° Mle M/387/B. T.
 YEMOA, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/219/A. D.
 ALÉHORE, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/120/B. T.
 TOUDJA, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/126/B. T.
 FOSSOU, stagiaire catégorie B., N° Mle M/445/B. T.
 DANGOUNIANGUE, stagiaire catégorie B., N° Mle M/367/B. T.

Meilleurs travailleurs de la section.

c) — 3^e section (C. M. Lomé) :

Gratifications de 25 francs

OUMAROU I, milicien de 2^e classe, N° Mle M/354/A. D.
 OUMAROU II, milicien de 2^e classe stagiaire, N° Mle M/421/A. N.

KOKOU LAMADJÉ, stagiaire catégorie B., N° Mle M/398/B. T.

DOGO II, stagiaire catégorie B., N° Mle M/385/B. T.
 MEGNISSE, milicien de 2^e classe, N° Mle M/346/A. D.
 YAYE MOUSSÉ, milicien de 2^e classe, N° Mle M/380/A. S.

Meilleurs travailleurs de la section.

d) — 4^e section (Anécho) :

Gratification de 50 francs

DADJO, caporal, N° Mle M/294/B. T.

Gratifications de 25 francs

TIAMA, caporal, N° Mle M/155/A. T.
 DABLA, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/267/B. T.
 GAMBOGNON, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/217/A. D.
 GUIDOTE, milicien de 2^e classe, N° Mle M/351/A. D.

Meilleurs travailleurs de la section.

e) — Section de commandement (C. M. Lomé) :

Gratifications de 50 francs

ATTIPOE Ambroise, milicien de 2^e classe, N° Mle M/266/B. T.

APEKEY Arnold, milicien de 2^e classe, N° Mle M/262/B. T.

Meilleurs travailleurs de la section.

Sont accordés, les prix suivants aux meilleurs tireurs de la compagnie (au titre de l'année 1935) :

a) — Au mousqueton :

GNOHOU, caporal, N° Mle M/372/A. D. de la C. M. Lomé, 60 francs.

OUMAROU II, milicien de 2^e classe stagiaire, N° Mle M/421/A. N. de la C. M. Lomé, 40 francs.

SIDO TAKAMAGO, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/373/A. S. de la C. M. Lomé, 30 francs.

BAOUENA, caporal, N° Mle M/293/B. T. (4^e section Anécho), 25 francs.

TOULARIMA, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/228/A. C. de la C. M. Lomé, 15 francs.

b) — Au F. M. 24 :

Prix d'équipe 100 francs

Equipe composée de :

ATCHANA, caporal, N° Mle M/258/A. D. de la C. M. Lomé.

MEGNISSE, milicien de 2^e classe, N° Mle M/346/A. D. de la C. M. Lomé.

GAFFON TOSSOU, milicien de 2^e classe, N° Mle M/377/A. D. de la C. M. Lomé.

Prix du meilleur tireur de l'équipe, MEGNISSE, 30 frs.

Par arrêté du :

31 décembre 1935. — Sont accordées les gratifications suivantes aux gardes ci-après désignés :

1^{re} — Gratifications de 100 francs

NIANGOULAM, adjudant-chef, N° Mle 901, du peloton du nord.

KALI LIMA, garde 2^e classe, N° Mle 971, du peloton du nord.

KARIMOU TARAORÉ, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 311, du peloton du sud.

ZOTO Gaston, garde 2^e classe, N° Mle 862, du peloton du sud.

ENGLISH, garde 1^{re} classe N° Mle 667, du peloton du sud.

KOMBATE, brigadier 2^e classe, N° Mle 646, du détachement de la sûreté Lomé.

2^e — Gratifications de 50 francs

AOUSSOU DJOBO, garde de 1^{re} classe, N° Mle 948, du peloton du nord.

BOUKOUZI, garde de 2^e classe, N° Mle 999, du peloton du nord.

NAPO, brigadier 2^e classe, N° Mle 202, du peloton du nord.

ZATO AGBANDAH, garde de 1^{re} classe, N° Mle 712, du peloton du nord.

N'DABESSO, garde de 1^{re} classe, N° Mle 963, du peloton du nord.

MISSIKA, garde de 1^{re} classe, N° Mle 1022, du peloton du nord.

TENGANDE, brigadier de 2^e classe, N° Mle 292, du peloton du centre.

MOUSSA, garde de 1^{re} classe, N° Mle 183, du peloton du centre.

TOÏ SONDE, garde de 1^{re} classe, N° Mle 397, du peloton du centre.

BALIGUI, garde de 1^{re} classe, N° Mle 702, du peloton du centre.

MADJANOUA, garde de 2^e classe, N° Mle 668, du peloton du centre.

NANA, garde de 1^{re} classe, (forestier) N° Mle 801, du peloton du centre.

GARBA FIFANI, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 104, du peloton du centre.

KERIM, garde de 2^e classe, N° Mle 818, du peloton du centre.

SOMAILA SAFIÉ, garde 1^{re} classe, N° Mle 576, du peloton du centre.

BAOUENA, garde 1^{re} classe, N° Mle 351, du peloton du sud.

MASSIANA, garde de 2^e classe, N° Mle 907, du peloton du sud.

AOUESSA SAVALOU, garde de 2^e classe, N° Mle 1.023, du peloton du sud.

FOSSAGA, garde de 2^e classe, N° Mle 821, du peloton du sud.

SAKARY, brigadier de 2^e classe, N° Mle 632, du peloton du sud.

KOKOU, garde de 1^{re} classe, N° Mle 2, du peloton du sud.

KODJOVI François, garde 2^e classe, N° Mle 988, du peloton du dépôt Lomé.

BARTLE KABOURÉ, garde 2^e classe, N° Mle 994, du peloton du dépôt Lomé.

ALEKRO, garde de 2^e classe, N° Mle 995, du peloton du dépôt Lomé.

Sossou Emile, garde de 1^{re} classe, N° Mle 935, du service de la sûreté Lomé.

3^e — Gratifications de 30 francs

COALANI, garde de 2^e classe, N° Mle 677, du peloton du nord.

ASSIMA, garde de 2^e classe, N° Mle 966, du peloton du nord.

SAKPANA, garde de 2^e classe, N° Mle 983, du peloton du nord.

OUSMAN TARAORÉ, garde 2^e classe, N° Mle 974, du peloton du nord.

ADJOU, garde 2^e classe, N° Mle 1.008, du peloton du nord.

Louis ABou, garde de 1^{re} classe, N° Mle 134, du peloton du centre.

BOUKARY III, garde de 1^{re} classe, N° Mle 652, du peloton du centre.

IMMABOLA, garde de 1^{re} classe, N° Mle 258, du peloton du centre.

CEMOI, garde de 1^{re} classe, N° Mle 909, du peloton du centre.

KADIOU, garde de 1^{re} classe, N° Mle 932, du peloton du centre.

NAKI MANGO, garde de 1^{re} classe, N° Mle 869, du peloton du sud.

KOATASSIMA, garde de 1^{re} classe, N° Mle 352, du peloton du sud.

GNARO, garde de 1^{re} classe, N° Mle 552, du peloton du sud.

SAMA TCHAO, garde de 1^{re} classe, N° Mle 345, du peloton du dépôt Lomé.

ZINSOU, garde de 2^e classe N° Mle 987, du peloton du dépôt Lomé.

Le port des aiguillettes pour l'année 1936 est accordé aux gardes dont les noms suivent :

KOMBATE, garde de 1^{re} classe, N° Mle 940, du peloton du nord.

ALI BASSARI, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 508, du peloton du nord.

YAKOUBOU KATAMBARA, garde 2^e classe, N° Mle 950, du détachement de police Lomé.

BOURSES

Par arrêté du :

22 décembre 1935. — Une bourse d'études dans la métropole de six mille francs (6.000 frs.) est allouée, pour l'année scolaire 1935 — 1936, à M. AJAVON Robert, étudiant en médecine à Paris.

Cette bourse est payable par l'intermédiaire de l'agence générale des colonies, directement à l'étudiant, sur présentation d'un certificat d'assiduité aux cours, à raison de 750 francs par mois à compter du 1^{er} novembre 1935 jusqu'au 30 juin 1936.

La dépense prévue par l'article 1^{er} ci-dessus est imputable au budget local du Togo — chapitre XIII, article 7, paragraphe 5.

COMMISSIONS

Par arrêté du :

19 décembre 1935. — Sont nommés membres de la commission centrale de surveillance des sociétés de prévoyance prévue à l'article 13 du décret du 3 novembre 1934.

M. M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies, *président* de la société de prévoyance du cercle du sud.

BARETTE, agent général de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale,

E. AJAVON

F. DE SOUZA

Notables à Lomé

Par décisions des :

24 décembre 1935. — Une commission composée de :
M. M. Le chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf, ou son délégué. *Président*

Le chef du service de la voie et des bâtiments du chemin de fer,

Le chef du service de la traction du chemin de fer,

Le chef de la section du matériel du service local,

Membres

se réunira sur la convocation de son président en vue de procéder à la recette technique du matériel provenant de la section de liquidation du service de construction du chemin de fer central-togolais et cédé au service temporaire d'irrigation du Niger.

27 décembre 1935. — Une commission composée de :
M. M. DRONIOU Marcel, chef du bureau principal des douanes de Lomé *Président*

ASTIER Arthur, brigadier des douanes,

PERRET, adjoint principal de 1^{re} classe

S. C.,

Membres

se réunira sur la convocation de son président à l'effet d'établir le tableau d'avancement du cadre des gardes-frontières (année 1936). M. ASTIER est nommé rapporteur de la susdite commission.

CONCOURS

Concours quatre emplois rédacteur stagiaire administration centrale aura lieu Paris 4 juin prochain dans les conditions arrêté 31 décembre 1932, assurer publicité stop. Je vous prie de transmettre candidatures avec appréciation.

ROLLIN.

BOISSONS ALCOOLIQUES

Par décision du :

26 décembre 1935. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo de la boisson ci-dessous dénommée :

« *Doctors' Special Scotch Whisky* »

des établissements Robert MACNISH and Company Ltd. à Glasgow (Ecosse).

MARCHÉS

Par arrêté du :

22 décembre 1935. — Est modifié comme suit l'article premier de l'arrêté n° 413 du 19 septembre 1935 :

Assahoun le mercredi et le samedi.
Amoussoukopé le mercredi.

MONNAIE

Par décision du :

26 décembre 1935. — Le préposé payeur à Lomé, est autorisé à céder à la Société Générale du Golfe de Guinée à Lomé la somme de deux cent soixante cinq livres sterling (£. 265) au cours de soixante quatorze francs cinquante centimes (74,50).

NOMINATION D'UN CHEF DE CANTON

Par arrêté du :

28 décembre 1935. — Le nommé KPOGO FETCHÉ, est nommé chef du canton de Gapé, (subdivision de Tsévié cercle du sud), en remplacement de AKAKPO BABA, décédé.

Le nommé ATAGLO ESSÉ, est nommé chef du canton de Dalavé, (subdivision de Tsévié, cercle du sud).

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

28 décembre 1935. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

Gryogenine Lumière

Rhéantine Lumière

Tulle gras Lumière

Iodure d'amidon Lumière

Savon à l'hermophenyl Lumière

des établissements des produits chimiques spéciaux « brevets Lumière » à Lyon.

RETRAIT DE PERMIS DE CONDUIRE

Par arrêté du :

30 décembre 1935. — Le permis de conduire n° 58 délivré le 10 août 1928 à Lomé au nommé KOUAKOU Tobias, chauffeur domicilié à Palimé, est retiré à son titulaire pour une durée de trois mois, à compter du 1^{er} novembre 1935.

RETRAIT DE PRÊTS D'ANIMAUX

Par arrêté du :

22 décembre 1935. — Est prononcé le retrait du prêt d'animaux provenant du troupeau administratif consenti à M. John CREPPY par le contrat intervenu à la date du 16 octobre 1934.

SANTE

Par arrêté du :

28 décembre 1935. — Les voyageurs en provenance de la Côte d'Ivoire entrant au Togo seront mis sous le

régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Pour les passagers européens et assimilés ainsi que pour les indigènes notables, visite sanitaire quotidienne pendant six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans une formation sanitaire soit à domicile.

Les passagers indigènes autres que ceux cités ci-dessus subiront, avant de poursuivre leur voyage dans le Territoire, une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du médecin de la circonscription sanitaire d'accès dans le Territoire.

La désinsectisation des marchandises ou de bagages de tous voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Aucun cas nouveau de fièvre jaune n'ayant été signalé du Togo (Mango) depuis le 29 novembre 1935, l'arrêté n° 544 est abrogé à la date du 20 décembre 1935.

Aucun cas nouveau de fièvre jaune n'ayant été signalé d'Atakpamé, depuis le 2 décembre 1935, l'arrêté n° 551 est abrogé à la date du 24 décembre 1935.

SECOURS

Par décision du :

22 décembre 1935. — Sont accordés les secours ci-après aux sinistrés des villages de Gamé et Gapé, cercle du sud, (subdivision de Tsévié), dont les noms suivent :

| | | |
|----------------------|------------------------|---------|
| AKAKPO NOUDODA, | du village Séva (Gamé) | 90 frs. |
| TOBOLO GUINHOYA, | — | 90 frs. |
| ADJAMAGBO NOUATI, | — | 10 frs. |
| APEGNOHOUN SEMANOU, | — | 20 frs. |
| FAKO DOSSÉ, | — | 20 frs. |
| HOUNSOU DOSSÉ, | — | 20 frs. |
| ADO DOSSÉ, | — | 20 frs. |
| ATALE DÉDÉ, | — | 20 frs. |
| YOVO DOSSÉ, | — | 20 frs. |
| AMÉDOUME AMÉGAN, | — | 20 frs. |
| GBEGBE AHADJI, | — | 20 frs. |
| GBAGNON AHADJI, | — | 20 frs. |
| AMÉDJOLA GANÉHOUA, | — | 20 frs. |
| SEMANOU AGBO, | — | 25 frs. |
| ATCHIODJI AKALA, | — | 20 frs. |
| COMLAN KOKOVI, | — | 20 frs. |
| KOFFI ZOKOVI, | — | 20 frs. |
| KOGO AZIAHONOU, | — | 20 frs. |
| KOUDO MITOUÉ, | — | 20 frs. |
| KOUDADJE MITOUÉ, | — | 20 frs. |
| GAHOU ADJAMAGBO, | — | 20 frs. |
| AZIAGBLE NOUATI, | — | 20 frs. |
| ATTISSOVI KATRAYA, | — | 20 frs. |
| KOSSÉ ADJAMAGBO, | — | 20 frs. |
| MAMAVI VITO, | — | 20 frs. |
| APÉDEMEGNAN AMOUZOU, | — | 20 frs. |
| GNEDA KODJO, | — | 20 frs. |
| KOKOU ATALÉ, | — | 20 frs. |
| DJAGNIKPATA VITO, | — | 20 frs. |
| AGBO DJAGNIKPATA, | — | 20 frs. |
| AKPA VITO, | — | 20 frs. |
| DOGBLA KLOUTSÉ, | — | 20 frs. |
| EVI GBENOVI, | — | 20 frs. |
| HENTI PHARNUEL, | — | 20 frs. |
| AMEFOLI KOMÉDJA, | — | 20 frs. |

| | |
|---|---------|
| ABOKA KOUSSIAKOU, du village Séva (Gamé) | 20 frs. |
| KOSSO GBÉDJÉ, | 20 frs. |
| AHE TCHATCHA, | 20 frs. |
| GBEDASSI KOMBLI, | 20 frs. |
| ASSOGBA KOMBLI, | 20 frs. |
| SODAHEDJI BOBI, | 20 frs. |
| AGBESSI BANISSA, | 20 frs. |
| YOVO DOSSOU, | 20 frs. |
| GUEMEDI GAHOU, | 20 frs. |
| TETEV KLOUTSÉ | 20 frs. |
| KORPEDJAKOU MÉGNATSE, | 20 frs. |
| ATTIOGBE VIASSI, | 20 frs. |
| ADJOGBEKOU AKOUNOVI, | 20 frs. |
| AMONI ADJABLISSE, | 20 frs. |
| AGBO AMÉGNASI, | 20 frs. |
| FOUHE APÉGNOHOU, | 20 frs. |
| HOUEDAKO APÉGNOHOU, | 20 frs. |
| AMEKOU DJI ADÉGHADJÉ, | 20 frs. |
| DOHOUN AKOUDOU, | 20 frs. |
| GAKPE DEDÉ, | 20 frs. |
| ATTISSO DOGBA, | 20 frs. |
| TOGBÉ ALOUMA, | 20 frs. |
| ABOCHI DOGBA, | 20 frs. |
| AGOKPA AMOUZOU, | 20 frs. |
| KAKPO AGBLÉVI, | 20 frs. |
| SOEDJIME GAMÉHOUA, | 20 frs. |
| TAMELOKPO KAYA, | 20 frs. |
| NOKPO KAYA, | 20 frs. |
| KPOGNAVA ABOKA, | 20 frs. |
| ATÉ DOSSÉ, | 20 frs. |
| MODJI KLOUKPO, | 20 frs. |
| GABA ATCHIODJI, | 20 frs. |
| YOVO HOUNSROU, | 20 frs. |
| KPEBLI, | 20 frs. |
| TADEGA TANI, | 20 frs. |
| GOLI KOUDOKPO, | 20 frs. |
| EGUE KOUDOKPO, | 20 frs. |
| TEKEDE SESSÉNOU, | 20 frs. |
| AGBO KLOUDJÉ, | 20 frs. |
| KLOU AYI, | 20 frs. |
| DOSSÉ KOKOVI, | 20 frs. |
| LATÉ AKPÉDJAGBO, | 20 frs. |
| KLOUTSÉ ADJABLITSE, | 20 frs. |
| ALAGNON DÉGBADJÉ, | 20 frs. |
| AVOSSOU DÉGBADJÉ, | 20 frs. |
| MODJI VIASSI, | 20 frs. |
| HESSOU VIASSI, | 20 frs. |
| ABOTCHI ATIKOU, | 20 frs. |
| GOTO GBODJO, | 50 frs. |
| NOUDADJI EKLOU, du village Kpévégé (Gamé) | 20 frs. |
| AHOUTE EKLOU, | 20 frs. |
| DZENJO EZOU, | 20 frs. |
| ATITSO, | 20 frs. |
| KOLI, | 20 frs. |
| NOUMAYO, | 20 frs. |
| DOGBA, | 20 frs. |
| MENOUHO, | 20 frs. |
| ATITSOVI, | 20 frs. |
| ADIKI, | 20 frs. |
| ATSONOU, | 20 frs. |
| MEKEDOHOUN, | 20 frs. |
| SOKLOU, | 20 frs. |
| ATIVI, | 20 frs. |
| ADOU, | 20 frs. |

| | |
|------------------------------------|---------|
| AMEGNOKOU, du village Fokpé (Gamé) | 20 frs. |
| ABASSA, | 20 frs. |
| APEGNOHOU, | 20 frs. |
| BOSSO, | 20 frs. |
| EMMANUEL, | 20 frs. |
| AHOUME, | 30 frs. |
| KEGUÉ, | 20 frs. |
| DJOKO, | 50 frs. |
| ATTAFO, | 30 frs. |
| GUELI, | 20 frs. |
| DJOVASSÉ, | 20 frs. |
| BEDJO, | 30 frs. |
| ATTISO, | 25 frs. |
| TOVEGNAN, | 30 frs. |
| ATSOU, | 25 frs. |
| KOUDAHENOU, | 25 frs. |
| KPOYI, | 25 frs. |
| TELLA, | 20 frs. |
| KLOUTSÉ VI, | 30 frs. |
| AGBOTAKOU, | 30 frs. |
| TOUDJI, du village Aké (Gamé) | 50 frs. |
| LAKPO, | 40 frs. |
| TOUDJI, | 15 frs. |
| AKLA, | 20 frs. |
| TOUGOU, | 20 frs. |
| ADJALO, | 20 frs. |
| AGBIGBI, du village Lili (Gamé) | 70 frs. |
| KODJEHOUN KOUNOU, | 20 frs. |
| ATISSO AMEGADJÉ, | 20 frs. |
| TOUGLO, du village Kouni (Gapé) | 70 frs. |

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XIV, article 3, paragraphe 1 du budget local, exercice 1935.

SOCIÉTÉ DE PRÉVOYANCE

Par décision du :

24 décembre 1935. — En vue de permettre aux Sociétés de Prévoyance du sud et du centre de faire face aux dépenses d'intérêt agricole qui leur incombent (constitution d'un stock de semences d'arachides et de graines de coton) il leur est consenti, sur les disponibilités de compte. « Encouragement à l'agriculture » des avances remboursables en 15 ans du montant suivant :

| | | |
|--------------------------|---|-----------------------------------|
| Société de prévoyance | { | soixante mille frs. (60.000 frs.) |
| ce du cercle du sud : | | |
| Société de prévoyance | { | vingt mille frs. (20.000 frs.) |
| ce du cercle du centre : | | |

Ces avances seront remboursables en 15 annuités égales, le 1^{er} versement venant à échéance le 1^{er} janvier 1941. Le Commissaire de la République pourra sur demande motivée de la société de prévoyance, accorder soit la remise ou la réduction de l'annuité due, soit la prorogation du paiement.

SUBVENTIONS

Par décisions des :

26 décembre 1935. — Sont accordées pour 1935 les subventions suivantes :

- deux cent cinquante francs (250 f) à la société « La Cosmopolite » ;
- deux cent cinquante francs (250 f) à la société « La Moderne » ;

c) deux cent cinquante francs (250 f) à la société « Club Athlétique ».

Les dépenses correspondantes seront imputées au chapitre XIII, article 8, paragraphe 4 du budget local, exercice 1935.

31 décembre 1935. — Est accordée pour compter du 1^{er} décembre 1935 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934 l'allocation à la jeune métisse ci-après désignée :

Georgette DJATI, âgée de moins de 7 ans, entretenue par la mission catholique de Lomé : 1 franc par jour.

Madame Marie LICHTLE, en religion sœur Gallican est désignée pour percevoir le montant de cette allocation.

Une subvention de quinze mille francs (15.000 frs.) est accordée à l'Union des Femmes de France au Togo pour l'œuvre du berceau.

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits spéciaux ouverts au chapitre XIII, article 4, paragraphe 5, du budget local, exercice 1936. Elle sera mandatée trimestriellement et d'avance.

VÉRIFICATIONS DE CAISSES

Par décisions des :

22 décembre 1935. — M. DE SAINT ALARY, administrateur de 1^{re} classe des colonies, inspecteur des affaires administratives, est désigné pour vérifier la situation de caisse et de porte-feuille de la paierie de Lomé le 31 décembre 1935 après la clôture des opérations de la journée.

Un procès-verbal de cette vérification sera dressé dans les conditions réglementaires.

Sont désignés pour procéder le 31 décembre 1935, après la clôture des opérations de la journée, à la vérification des encaisses :

de l'agent comptable intermédiaire du service du chemin de fer et du wharf :

M. JONCA Jacques, sous-chef de bureau des chemins de fer de l'A. O. F.

du receveur de l'enregistrement :

M. FREAU Max, commis de 1^{re} classe des services civils du Togo.

du receveur des postes et télégraphes :

M. RIBELL, adjoint principal des services civils du Togo.

des agents spéciaux et gérants des bureaux des postes et télégraphes :

Les commandants des cercles et chefs des subdivisions.

Des procès-verbaux de vérification seront établis en triples expéditions par les fonctionnaires désignés ci-dessus et seront adressées au Commissaire de la République.

21 décembre 1935. — M. JONCA Jacques, chef du bureau des chemins de fer de l'A. O. F. est désigné pour vérifier le 31 décembre 1935 après la clôture des opérations de la journée la situation de caisse de l'agent

comptable intermédiaire du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf.

Le procès-verbal de vérification sera établi en triple exemplaires et adressé au Commissaire de la République.

DOMAINES

Concessions domaniales

Par arrêté du :

22 décembre 1935. — Le lot 4 du lotissement de « Ahanoukopé » à Lomé, est attribué définitivement en toute propriété à la dame Nenonyinawo Attipoe, veuve Eklou, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, aux charges et conditions stipulées dans le cahier spécial à ce lotissement et moyennant le prix de six cents francs payable dans le délai d'une année à compter de la date du présent arrêté.

Le lot n° 43 du lotissement de « Ahanoukopé », à Lomé, est attribué définitivement en toute propriété au sieur Christophe Mensah, profession de raboteur à la traction du chemin de fer du Togo, aux charges et conditions stipulées dans le cahier spécial à ce lotissement et moyennant le prix de six cents francs payable dans le délai d'une année à compter de la date du présent arrêté.

Le lot n° 62 du lotissement de « Ahanoukopé » à Lomé, est attribué définitivement en toute propriété au sieur Messan Georges, commis d'administration du cadre local du Togo, actuellement en service à Porto-Novo (section du Togo), aux charges et conditions stipulées dans le cahier spécial à ce lotissement et moyennant le prix de six cents francs payable dans le délai d'une année à compter de la date du présent arrêté.

Par arrêté du :

22 décembre 1935. — Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Nassar Assad Michel, commerçant, demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de treize ares huit centiares, situé à Lomé, immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, sous le n° 39 et dont la concession provisoire avait été accordée audit sieur Nassar par arrêté du 18 avril 1924.

Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Félicio de Souza, ancien médecin auxiliaire, actuellement planteur-propiétaire demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de quatre ares quatre vingt dix centiares, situé à Lomé, immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, sous le n° 40 et dont la concession provisoire avait été accordée audit sieur Félicio de Souza par arrêté du 18 avril 1924.

Est attribué définitivement en toute propriété à la dame Bella Olympio, boulangère, demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de six ares quatre vingt huit centiares, situé à Lomé, constituant le lot n° 1 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé sous le n° 416 et dont la concession provisoire avait été accordée à ladite dame Bella Olympio, par arrêté du 27 septembre 1929.

Annulation de clause d'indisponibilité de terrain

Par arrêté du :

28 décembre 1935. — Sont et demeurent annulées les clauses d'indisponibilité résultant des dispositions du paragraphe 5 de l'article 8 de l'arrêté du 1^{er} avril 1927, mentionnées au tableau B de la section III des titres fonciers n^{os} 297 et 412 du cercle de Lomé, appartenant au sieur Brym Louis Vincent Abim-Bola, concessionnaire définitif des terrains domaniaux objets des titres 297 et 412.

Avis de demande d'immatriculation***Au livre foncier du territoire du Togo***

Suivant réquisition, n^o 987, déposée le 6 janvier 1936, le sieur Ludwig WONYONOU OCCANSEY profession de planteur-propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 ares 04 centiares situé à Lomé, quartier n^o 6 commune mixte de Lomé (cercle du sud), et borné au nord par terrain à Akakpo Mensah, à l'est par la rue de Marseille, au sud par la rue d'Anécho, à l'ouest par terrain à Emmanuel dos Reis.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est,

à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de première instance de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

AVIS AUX NAVIGATEURS

N^o 102 — Les navigateurs fréquentant le Golfe de Guinée sont avisés que deux bouées à pavillon repères de câbles télégraphiques ont été mouillées :

la première par : 4° 28' de latitude nord
et : 3° 36' de longitude ouest (Greenwich)
la deuxième par : 3° 58' de latitude nord
et : 3° 31' de longitude ouest (Greenwich)

N^o 103 — Les navigateurs sont avisés que les bouées repères de câbles télégraphiques sous-marin mouillées par le navire « Arago » ;

la première par : 4° 58' de latitude nord
et : 3° 42' 5" de longitude ouest
et la seconde par : 3° 28' de latitude nord
et : 3° 20' de longitude ouest, ont été relevées.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

NOVEMBRE 1935

Climatologie ⁽¹⁾

16 janvier 1936

JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

49

| DATES | LOMÉ | | | NUATJA | | | ATAKPAMÉ | | | PALIMÉ | | | MISAHOE | | | SOKODÉ | | | ALÉDJO | | | PAGOUDA | | | MANGO | | |
|-------|--------------|-------------|--------------|--------------|------|-------|----------|------|-------|--------|------|-------|---------|------|-------|--------|------|-------|--------|------|-------|---------|------|-------|-------|------|-------|
| | (2) Pres. | (3) Temp | (4) Hygr. | (5) Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. |
| 1 | 11,2 | 26,0 | 80 | 97,4 | 26,8 | 87 | 72,4 | 29,2 | 50 | 83,0 | 26,2 | 86 | 63,0 | 26,3 | | 64,3 | 22,3 | | 25,6 | 25,1 | 75 | 63,4 | 29,0 | 63 | 90,0 | 27,8 | 63 |
| 2 | 11,9 | 26,0 | 81 | 98,0 | 26,3 | 92 | 73,3 | 28,4 | 83 | 86,4 | 26,6 | 86 | 64,0 | 26,3 | | 65,1 | 23,7 | | 26,5 | 24,0 | 74 | 64,8 | 28,2 | 57 | 97,1 | 29,1 | 61 |
| 3 | 12,8 | 26,0 | 83 | 99,0 | 26,2 | 83 | 73,3 | 25,8 | 81 | 86,0 | 26,5 | 85 | | 25,4 | | 65,5 | 21,3 | | 26,0 | 24,5 | 68 | 64,6 | 27,8 | 49 | 97,4 | 28,4 | 58 |
| 4 | 10,7 | 26,6 | 84 | 97,8 | 27,2 | 72 | 73,1 | 25,7 | 77 | 85,1 | 26,7 | 74 | | 26,6 | 69 | 64,3 | 25,0 | | 25,3 | 20,1 | 66 | 63,4 | 28,5 | 49 | 96,2 | 28,4 | 46 |
| 5 | 11,1 | 27,7 | 81 | 97,6 | 30,5 | 90 | 71,8 | 27,5 | 73 | 85,7 | 27,6 | 75 | | 27,7 | 80 | 64,7 | 23,0 | | 25,3 | 26,0 | 64 | 63,5 | 29,5 | 48 | 96,0 | 28,1 | 58 |
| 6 | 11,0 | 26,7 | 84 | 98,9 | 27,7 | 81 | 72,7 | 26,3 | 73 | 86,1 | 26,2 | 75 | 63,2 | 23,5 | 73 | 65,5 | 22,8 | | 26,3 | 24,9 | 75 | 64,7 | 28,1 | 70 | 97,9 | 27,8 | 71 |
| 7 | 11,6 | 27,3 | 70 | 98,5 | 27,5 | 94 | 72,8 | 27,0 | 72 | 86,4 | 26,9 | 81 | 64,5 | 26,2 | 80 | 64,6 | 27,0 | | 25,7 | 25,7 | 60 | 64,4 | 28,8 | 59 | 97,3 | 28,1 | 53 |
| 8 | 10,8 | 26,0 | 81 | 97,6 | 28,5 | 89 | 71,3 | 27,8 | 70 | 84,8 | 27,6 | 81 | 63,7 | 26,2 | 71 | 64,2 | 26,0 | | 25,5 | 26,0 | 61 | 63,5 | 29,5 | 56 | 97,0 | 27,0 | 54 |
| 9 | 10,7 | 27,1 | 81 | 97,1 | 26,6 | 90 | 71,5 | 27,8 | 72 | 83,0 | 27,6 | 80 | 63,8 | 26,7 | 74 | 63,8 | 23,4 | | 25,0 | 25,8 | 66 | 63,1 | 30,2 | 60 | 97,1 | 29,0 | 66 |
| 10 | 11,2 | 27,7 | 81 | 98,1 | 28,6 | 89 | 73,0 | 28,0 | 67 | 85,1 | 27,7 | 81 | 64,5 | 26,8 | 76 | 64,5 | 24,3 | | 26,1 | 26,5 | 62 | 63,8 | 30,0 | 49 | 97,0 | 28,6 | 38 |
| 11 | 11,3 | 27,7 | 81 | 97,1 | 29,0 | 84 | 71,9 | 27,3 | 85 | 85,5 | 27,5 | 75 | 64,9 | 27,0 | 64 | 64,0 | 24,4 | | 26,0 | 26,3 | 55 | | | 55 | 97,3 | 28,4 | 59 |
| 12 | 11,3 | 27,9 | 84 | 97,6 | 29,1 | 90 | 72,5 | 27,6 | 75 | 86,3 | 27,0 | 75 | 64,2 | 27,8 | 72 | 64,7 | 22,7 | | 25,0 | 25,8 | 66 | | | 50 | 97,8 | 28,7 | 40 |
| 13 | 10,8 | 27,2 | 85 | 96,8 | 27,1 | 90 | 72,3 | 27,8 | 59 | 85,2 | 27,7 | 68 | 63,5 | 27,4 | 69 | 64,3 | 23,6 | | 25,3 | 24,7 | 67 | 63,4 | 29,0 | 47 | 97,0 | 29,0 | 62 |
| 14 | 10,3 | 27,5 | 83 | 96,4 | 29,1 | 82 | 71,5 | 28,4 | 65 | 84,5 | 27,0 | 73 | 62,6 | 27,0 | 70 | 63,0 | 23,2 | | 25,2 | 23,8 | 67 | 64,4 | 28,8 | 44 | 96,0 | 28,7 | 43 |
| 15 | 10,4 | 27,3 | 83 | 96,7 | 28,3 | 93 | 71,3 | 27,8 | 82 | 84,5 | 27,3 | 73 | 62,7 | 27,1 | | 63,1 | | | 25,1 | 26,0 | 61 | 63,5 | 29,8 | 42 | 96,0 | 29,3 | 31 |
| 16 | 10,2 | 27,4 | 84 | 96,7 | 26,4 | 74 | 72,0 | 28,5 | 80 | 84,3 | 28,0 | 71 | 63,0 | 27,3 | 76 | 63,4 | 23,7 | | 25,5 | 26,6 | 63 | 62,9 | 29,7 | 37 | 96,0 | 29,4 | 34 |
| 17 | 10,1 | 27,8 | 81 | 96,1 | 28,0 | | 72,1 | 30,1 | | 84,4 | 27,4 | 78 | 63,0 | 27,2 | 78 | 62,7 | 24,5 | | 24,0 | 26,6 | 29 | 62,3 | 28,9 | 41 | 96,0 | 29,0 | 26 |
| 18 | 10,7 | 28,2 | 83 | 98,3 | 27,8 | 83 | 73,0 | 27,9 | 75 | 83,2 | 28,2 | 77 | 64,0 | 27,2 | 75 | 64,5 | 26,0 | | 25,5 | 26,7 | 56 | 63,7 | 28,9 | 36 | 96,6 | 27,1 | 38 |
| 19 | 11,9 | 27,3 | 86 | 94,3 | 28,8 | | 73,2 | 29,1 | 76 | 85,5 | 27,1 | 71 | 64,0 | 27,5 | 87 | 64,7 | 26,4 | | 26,0 | 26,2 | 57 | 64,8 | 29,1 | 33 | 96,6 | 28,9 | |
| 20 | 11,2 | 27,1 | 80 | 94,4 | 28,5 | 91 | 72,8 | 29,1 | 66 | 85,8 | 27,9 | 69 | 63,9 | 27,6 | 69 | 64,0 | 26,8 | | 26,0 | 26,3 | 47 | 64,0 | 29,5 | 39 | 96,0 | 29,1 | |
| 21 | 10,8 | 26,9 | 80 | 93,9 | 28,8 | 83 | 72,2 | 29,0 | 66 | 84,9 | 27,3 | 69 | 63,5 | 28,0 | 66 | 64,5 | 26,2 | | 24,2 | 26,8 | 48 | 63,3 | 26,8 | 41 | 96,6 | 28,6 | |
| 22 | 09,9 | 27,1 | 86 | 93,7 | 27,9 | 73 | 71,8 | 28,7 | 70 | 84,8 | 26,9 | 72 | 62,7 | 27,4 | 67 | 63,7 | 26,8 | | 24,7 | 25,6 | 63 | 63,8 | 28,7 | 47 | 96,0 | 28,3 | |
| 23 | 10,8 | 27,6 | 84 | 94,6 | 29,1 | 76 | 72,5 | 28,2 | 67 | 85,4 | 27,2 | 75 | 63,3 | 27,7 | 72 | 62,3 | 26,3 | | 25,7 | 26,8 | 48 | 63,8 | 29,3 | 42 | 95,7 | 28,1 | |
| 24 | 10,3 | 26,0 | 83 | 94,0 | 28,3 | | 72,2 | 29,2 | | 84,8 | 28,0 | 62 | 62,9 | 28,5 | 62 | 63,7 | 27,0 | | 25,5 | 26,9 | 30 | 63,7 | 29,7 | 29 | 96,7 | 27,8 | |
| 25 | 10,6 | 27,5 | 85 | 93,3 | 27,6 | 82 | 71,8 | 27,3 | 69 | 83,0 | 27,1 | 67 | 63,5 | 27,6 | 70 | 64,5 | 25,8 | | 26,2 | 27,0 | 29 | 63,4 | 28,4 | 22 | 95,5 | 27,5 | 12 |
| 26 | 10,5 | 27,1 | 84 | 94,2 | 27,8 | 90 | 71,5 | 27,9 | 67 | 85,1 | 26,9 | 68 | 63,0 | 27,5 | 68 | 64,3 | 27,5 | | 25,2 | 26,3 | 51 | 63,7 | 28,5 | 43 | 96,6 | 27,7 | 37 |
| 27 | 10,4 | 27,2 | 83 | 94,0 | 28,3 | 86 | 72,2 | 27,6 | 60 | 85,1 | 27,3 | 61 | 62,4 | 27,8 | 60 | 63,8 | 27,0 | | 25,1 | 26,5 | 55 | 63,7 | 28,3 | 43 | 95,4 | 27,6 | 43 |
| 28 | 11,2 | 27,6 | 84 | 94,1 | 30,0 | 86 | 73,1 | 28,5 | 64 | 85,7 | 27,8 | 69 | 63,3 | 27,5 | 77 | 64,1 | 27,0 | | 25,0 | 26,0 | 60 | 64,7 | 29,0 | 45 | 97,0 | 27,8 | 45 |
| 29 | 12,1 | 27,6 | 84 | 98,0 | 27,9 | 88 | 73,0 | 28,3 | 71 | 86,7 | 28,3 | 76 | 64,4 | 26,9 | 82 | 64,7 | 25,4 | | 26,0 | 25,8 | 68 | 64,7 | 28,8 | 36 | 96,0 | 28,0 | 35 |
| 30 | 12,8 | 26,4 | 83 | 98,6 | 30,4 | 88 | 73,6 | 26,7 | 71 | 87,5 | 25,9 | 75 | 65,3 | 26,4 | | 65,7 | 25,6 | | 26,8 | 25,3 | 70 | 65,7 | 28,5 | 52 | 98,3 | 28,3 | 51 |
| Moy. | 11,0 | 27,2 | 83 | 96,4 | 28,2 | 86 | 72,4 | 27,0 | 71 | 85,5 | 27,2 | 74 | 63,7 | 27,1 | 72 | 64,3 | 25,1 | | 25,6 | 26,0 | 58 | 64,0 | 28,0 | 46 | 96,0 | 28,3 | 47 |

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

Pluviométrie ⁽⁶⁾

| DATES | LOMÉ | TSÉVIÉ | ANÉCHO | PALIMÉ | MISAHOE | NUATJA | ATAKPAMÉ | KLABÉ | YEGUÉ | SOKODÉ | BASSARI | ALEDJO | PAGOUDA | MANGO | DAPANGO |
|-------|------|--------|--------|--------|---------|--------|----------|-------|-------|--------|---------|--------|---------|-------|---------|
| 1 | | 6,0 | | | | | | | | | 5,1 | | | | 0,8 |
| 2 | | 1,1 | | 2,0 | | 2,0 | 6,3 | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | 12,5 | | | | | | | | |
| 4 | | 4,7 | | | | 54,0 | | | | | | | | | |
| 5 | 56,2 | 60,0 | 14,8 | 4,0 | 8,0 | | | | | | | | | | |
| 6 | G | | | | | | | | | | 11,0 | 1,3 | | | G |
| 7 | 0,2 | | | 2,0 | 25,0 | 6,3 | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11 | | 22,0 | 12,0 | 7,0 | | | | G | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 13 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 14 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 16 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 17 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 18 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 19 | | 43,3 | | | | | | | | | | | | | |
| 20 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 21 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 22 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 23 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 24 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 25 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 26 | | | | | 13,0 | | | | | | | | | | |
| 27 | | | | | 46,0 | | G | | 3,2 | | | | | | |
| 28 | | | | 3,0 | | | G | | 4,3 | | | | | | |
| 29 | | | | | | | | G | | G | | | | | |
| 30 | | | | | | | | | | | | G | | | |
| TOTAL | 56,4 | 137,1 | 26,8 | 18,0 | 92,0 | 62,3 | 18,8 | 0,0 | 7,5 | 0,0 | 16,1 | 1,3 | 0,0 | 0,0 | 0,8 |

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G : Gouttes.